

Régie du bâtiment du Québec

Étude des crédits

2019-2020

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers
de l'opposition officielle

#	TABLE DES MATIÈRES
----------	---------------------------

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2018-2019, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2018-2019. Indiquer :
 - a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) la ou les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2018-2019, et prévisions pour 2019-2020, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2018-2019, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2018-2019 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Fournir la ventilation de toutes les compressions financières par le président du Conseil du trésor pour 2019-2020, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.
7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2018-2019, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2018-2019 par le ministère ou le cabinet de la ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :
- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 :
- a) le nom de toutes les campagnes;
 - b) les coûts de ces campagnes;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
 - d) les dates de diffusion de la campagne;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 :
- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
 - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2018-2019, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2019-2020.
16. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2018-2019. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :
- a) SBL Public – régulier;
 - b) SBL Public – Inuit;
 - c) SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements);
 - d) SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux);
 - e) SBL Privé – régulier et spécial;
 - f) Aide aux organismes communautaires;
 - g) Supplément au loyer;
 - h) Supplément au loyer spécial;
 - i) Allocation-logement;
 - j) Achat Rénovation;
 - k) AccèsLogis Québec;
 - l) Logement abordable Québec;
 - m) Aide d'urgence aux ménages sans logis;
 - n) Adaptation de domicile (PAD);
 - o) Logements adaptés pour aînés autonomes;

- p) RénoVillage;
- q) RénoRégion;
- r) Réparation d'urgence;
- s) Amélioration des maisons d'hébergement;
- t) Revitalisation des vieux quartiers;
- u) Pyrrhotite;
- v) Rénovation Québec;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord;
- x) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités;
- y) Programme spécial de rénovation – Kitcisakik;
- z) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec;
- aa) Appui au développement de l'industrie de l'habitation.

17. Concernant l'utilisation du bois dans la construction et la Charte du bois :

- a) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du Comité aviseur sur la Charte du Bois coprésidé par la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis octobre 2018;
- b) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du comité interministériel sur la charte du bois depuis octobre 2018 :
 - i. veuillez détailler le processus de reddition de compte du comité interministériel.
- c) détail de tous les nouveaux édifices, financés en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, de plus de trois étages ou les écoles qui utilisent le bois comme matériau structural en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- d) détailler les dépenses liées à la promotion de l'utilisation du bois dans la construction;
- e) détail des dépenses du ministère chez CECOBOIS et le Réseau CECOBOIS, et liste de tous les projets ayant bénéficié par ces investissements en 2018-2019;
- f) détail des dépenses du ministère chez FPIInnovations et liste de tous les projets ayant bénéficié de ces investissements en 2018-2019;
- g) tous les projets financés par le Programme Innovation Bois pour développer la veille technologique et les connaissances sur l'intelligence de marché, encourager la recherche appliquée et le développement de produits, procédés, technologies et systèmes innovants et soutenir la démonstration et l'implantation en usine de technologies et de produits innovants pour 2018-2019;
- h) état d'avancement pour que les universités intègrent des formations obligatoires sur le matériau bois pour ces futurs professionnels de la construction.

18. État d'avancement des actions posées depuis le 18 octobre 2018 concernant la volonté d'un projet de loi indépendant afin de séparer la copropriété du Code civil.

19. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la réforme de la Régie du logement.

Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

20. Nombre de plaintes reçues par la RBQ pour 2018-2019.

21. Nombre d'inspecteurs, de visites d'inspection, d'heures d'inspection, d'avis de correction et volume de dossiers par inspecteur pour 2018-2019.

22. Liste des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019.

23. Formation et domaine d'expertise des inspecteurs à l'emploi de la RBQ pour 2018-2019.

24. Nombre de poursuites pénales et la valeur des amendes reçues pour 2018-2019, ventilation par infraction.

25. Fournir une ventilation du nombre de suspensions, d'annulations et de refus de renouvellement de licence effectués dans le cadre de mandats de la RBQ pour 2018-2019.

26. Rapports d'activité des directions régionales pour la dernière année disponible.

27. Tout rapport, document ou toute étude qui fait état de la formation donnée aux inspecteurs de la RBQ pour 2018-2019.
28. Nombre d'inspections effectuées sur les tours de refroidissement pour 2018-2019, par année financière. Indiquer tous les coûts associés.
29. Tout rapport, document ou toute étude concernant la garantie des maisons neuves de l'APCHQ pour 2018-2019.
30. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2018-2019.
31. Nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :
 - a) la nature ou l'objet du contrat;
 - b) la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
 - c) une copie du contrat;
 - d) une copie du résultat;
 - e) le coût du contrat.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-01

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :

- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b. la liste des membres du conseil d'administration;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- a) La liste des employés de la RBQ figure à l'annexe 1 de la présente fiche. La rémunération est établie en fonction de l'échelle salariale des divers corps d'emploi.
 - b) La liste des membres du conseil d'administration figure à l'annexe 2 de la présente fiche.
 - c) Les nominations suivantes ont été faites à la haute direction au cours de la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :
 - Mme Chantal Bibeau, membre du conseil d'administration, entrée en fonction le 3 juillet 2018, pour un mandat de 4 ans;
 - M. Ricky Fontaine, membre du conseil d'administration, entré en fonction le 3 juillet 2018, pour un mandat de 3 ans;
 - Mme Johanne Guertin, membre du conseil d'administration, entrée en fonction le 3 juillet 2018, pour un mandat de 3 ans;
 - M. Francis Mathieu, membre du conseil d'administration, entré en fonction le 3 juillet 2018, pour un mandat de 4 ans;
 - Mme Valérie Renaud-Martin, membre du conseil d'administration, entrée en fonction le 3 juillet 2018, pour un mandat de 3 ans;
 - M. Pierre Richard, membre du conseil d'administration, entré en fonction le 3 juillet 2018, pour un mandat de 3 ans;
 - Mme Mylène Sagala, membre du conseil d'administration, entrée en fonction le 3 juillet 2018, pour un mandat de 4 ans;
 - M. Alain Jacques, membre du conseil d'administration, entré en fonction le 26 août 2018, pour un mandat de 4 ans;
 - Mme Jacqueline Lorange, présidente du conseil d'administration, entrée en fonction le 26 août 2018, pour un mandat de 4 ans;
 - M. Daniel Primeau, vice-président du conseil d'administration, entré en fonction le 26 août 2018, pour un mandat de 3 ans;
 - M. Rafik Khodja, membre du conseil d'administration, entré en fonction le 26 août 2018, pour un mandat de 3 ans;
 - Mme Nathaly Marcoux, vice-présidente Enquêtes, nommée de nouveau à cette fonction le 16 janvier 2019, entrée en fonction le 24 février 2019, pour un mandat de 3 ans.
- Leur CV respectif est produit à l'annexe 3.

d) Frais de déplacement, de repas, de voyage, et de représentation pour 2018-2019 (du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019) :

- Pour les membres du conseil d'administration : l'information figure à l'annexe 2 de la présente fiche.
- Pour l'ensemble des employés de la RBQ : 1 273 303 \$ pour la période allant du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.
- Pour la haute direction : le président-directeur général et les 3 vice-présidentes, ces informations sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 17b) et 18**). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

RP1-01 Annexe 1 : Liste des membres du personnel régulier et occasionnel en lien d'emploi au 27 février 2019 (paie 24 du 28 février 2019)

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
BPDG	Bureau de la présidence et direction générale	Beaudoin	Michel	825	Dirigeant d'organisme	1		1
		Gaumond	Sylvie	264	Technicien en administration	1		1
		Grenier Lachance	Marie-Pier	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Hardy	Caroline	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Lejeune	Linda	111	Attaché d'administration	1		1
	Total Bureau de la présidence et direction générale					5		5
	Bureau des régisseurs	Hébert	Isabelle	826	Membre de direction	1		1
		Pagé	Gisèle	826	Membre de direction	1		1
		Picard	Johanne	264	Technicien en administration	1		1
		Radu	Ramona	264	Technicien en administration	1		1
		Séguin	Sylvie	826	Membre de direction	1		1
		Tupula Mbuyi	Rachel	115	Avocat et notaire	1		1
	Total Bureau des régisseurs					6		6
	Direction des affaires juridiques	Boulos	Marie-Rose	264	Technicien en administration	1		1
		Brisson	Maude	115	Avocat et notaire	1		1
		Cohen	Charles-Olivier	115	Avocat et notaire	1		1
		Crevier	Edith	115	Avocat et notaire	1		1
		Dionne	Sylvie	115	Avocat et notaire	1		1
		Dupuis	Sylvie	115	Avocat et notaire	1		1
		Jean-Louis	D.Dominique	264	Technicien en administration	1		1
		Kabbara	Cheyma	115	Avocat et notaire	1		1
		Kemp	Guillaume	115	Avocat et notaire		1	1
		Khalil	Marc	115	Avocat et notaire	1		1
		Lafortune Viger	Éloïse	115	Avocat et notaire		1	1
		Loranger	Sylvie	221	Agent de secrétariat	1		1
		Marquette	Audrey	115	Avocat et notaire	1		1
		McLean	Pascale	115	Avocat et notaire	1		1
		Méthot	Maryse	115	Avocat et notaire	1		1
		Olivier	Stéphanie	115	Avocat et notaire		1	1
		Proulx	Nathalie	115	Avocat et notaire	1		1
		Thomas	Marie-Andrée	640	Cadre juridique	1		1
	Total Direction des affaires juridiques					15	3	18
	Direction des communications	Bégin	Émilie	104	Agent d'information	1		1
		Bergeron	Marise	104	Agent d'information	1		1
		Blanchard-St-Jacques	Julie	104	Agent d'information	1		1
		Cayer	Isabelle	104	Agent d'information	1		1
		Downs	Sébastien	104	Agent d'information	1		1
		Fleury	Andrée-Anne	264	Technicien en administration	1		1
		Fradette	Myriam	104	Agent d'information	1		1
		Henriet	Dominique	104	Agent d'information	1		1
		Khayat	Geneviève	104	Agent d'information		1	1
		Lamothe	Sylvain	104	Agent d'information	1		1
		Leclerc	Nadia	104	Agent d'information	1		1
		Masson	Marie-Claude	104	Agent d'information	1		1
		Mélançon	Éric	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Morin	Marie-Soleil	104	Agent d'information	1		1
		Poulin	Jean-Philippe	104	Agent d'information		1	1
		St Hilaire Tremblay	Marie	104	Agent d'information	1		1
		Veillette	Marjolaine	630	Cadre supérieur	1		1
	Total Direction des communications					15	2	17
	Direction de la vérification interne	Barbeau	Richard	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Vaillancourt	Manon	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
	Total Direction de la vérification interne					2		2
	Secrétariat général et affaires institutionnelles	Aouzah	Mohamed	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Barry	Geneviève	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Carange	Jeanne	264	Technicien en administration	1		1
		Darrieu	Jonathan	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Drainville	Mélanie	630	Cadre supérieur	1		1
		Dupuis	Dominique	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Jacobsen	Philippe	105	Agent rech.et planific.socio-économ.		1	1
		Marier-Renaud	Lili	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Mhamdi	Dalel	264	Technicien en administration	1		1
		Mignault	Sylvie	264	Technicien en administration	1		1
		Ounasr	Abdelaziz	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Raymond	Darline	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Saadi Cherkaoui	Lalla Fadwa	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Sow	Saran	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Thibault	Valérie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.		1	1
		Turgeon	Michèle	105	Agent rech.et planific.socio-économ.		1	1
	Total Secrétariat général et affaires institutionnelles					13	3	16
Total BPDG						56	8	64
BVPRCO	Bureau de la vice-présidence des relations avec la clientèle et opérations	Bergeron	Paula	826	Membre de direction	1		1
		Bouchard	Geneviève	264	Technicien en administration	1		1
		Carrier Deziel	Élisabeth	264	Technicien en administration	1		1
		Dufour	Marie-Claude	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Gonthier-Gignac	François	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Roy	Denis	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
	Total Bureau de la vice-présidence des relations avec la clientèle et opérations					6		6
	Direction des relations avec la clientèle	Ait Lhaj Lahcen	Karima	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Amalou	Sonia	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Amaly	Lobaba	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Andresoïu	Mihaela	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Asad	Imane	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Avramescu	Ioana	249	Préposé aux renseignements	1		1
		Ayari	Tarek	264	Technicien en administration		1	1
		Bélanger	Lyne	264	Technicien en administration	1		1

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi	Rég.	Occ.	Total			
		Ben Ammar	Mounir	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Benjelloun	Mouna	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Benzekri	Rim	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1		
		Bernier	Daniel	200	Agent de bureau		1	1		
		Birza	Gabriela	264	Technicien en administration	1		1		
		Bordeleau	Sophie	264	Technicien en administration	1		1		
		Borgia	Leo	264	Technicien en administration	1		1		
		Boukouna	Lynda	630	Cadre supérieur	1		1		
		Bruneau	Jocelyn	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Chahine	Dany	264	Technicien en administration	1		1		
		Chamsedine	Ragda	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Chen Tsi Ming	Jean	200	Agent de bureau	1		1		
		Chenouf	Nabil	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Cherifi	Mustapha	264	Technicien en administration	1		1		
		Corriveau	Nancy	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Coutu	Louise	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		D'Addetta	Bruno	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Davila Huizar	Rebeca	264	Technicien en administration	1		1		
		Dib	Nada	630	Cadre supérieur	1		1		
		Djaballah	Nacera	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Ekra	Adjah Andrée	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Eng	Vutheary	200	Agent de bureau	1		1		
		Folikoe	Tossivi Barbara	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		François	Widlande	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Geneste	Marie-Miliene	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Harchaoui	Hanane	200	Agent de bureau	1		1		
		Haroutiounian	Anahid	264	Technicien en administration	1		1		
		Harvey	Guylaine	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Hébert	Yannick	200	Agent de bureau		1	1		
		Hocine	Nawel	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Hyacinthe	Jean-Watson	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Joncas	Michèle	264	Technicien en administration	1		1		
		Justinien	Jean-Baptiste	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Kara Ali	Louiza	200	Agent de bureau		1	1		
		Kerbadj	Noureddine	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Khemiri	Noura	200	Agent de bureau		1	1		
		Khundoo	Sanjay	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Kombe Otshudi	Mireille	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Koné	Aminatou	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Lamothe	Véronique	264	Technicien en administration	1		1		
		Leroux	Alain	264	Technicien en administration	1		1		
		Lucarelli	Marina	264	Technicien en administration	1		1		
		Massamiri	Antony	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Mati	Hayat	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Meda Tchewo	Judith Adeline	200	Agent de bureau		1	1		
		Mego Kammegne	Isidore	264	Technicien en administration	1		1		
		Merzougui	Nabyla	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Messaoudi	Nadia	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Nduwayo	Anne Aymone	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Néron	René	200	Agent de bureau	1		1		
		Ngouné Foufouo	Doriène	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Normand	Yvan	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Osmani	Djamel	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Pellerin	Christian	200	Agent de bureau	1		1		
		Picard	Nathalie	200	Agent de bureau	1		1		
		Racine	Nathalie	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Rimbu Saramet	Doina	200	Agent de bureau	1		1		
		Roberge	Joël	111	Attaché d'administration	1		1		
		Saadé	Hala	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Sabil	Tarik	249	Préposé aux renseignements		1	1		
		Saint Cyr	Junold	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Salem Cherif	Toufik	630	Cadre supérieur	1		1		
		Saranuta Stafii	Stela	200	Agent de bureau	1		1		
		Terriault	Martine	221	Agent de secrétariat	1		1		
		Trudeau	Pascale	200	Agent de bureau		1	1		
		Veillette	Chantal	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Wilhelmy	Isabel	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Zeriat	Sabrina	249	Préposé aux renseignements	1		1		
		Total Direction des relations avec la clientèle					56	20	76	
			Direction des inspections en sécurité	Ait Amara	Abdenour	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
				Aizel	Zine Eddine	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
				Ajaba	Abdelhak	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
				Atangane	Fontsa	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
				Aubin	Michel	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
				Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau	1		1
				Aurica	Costel	234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
Barsan	Catalin Emil			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Beaudry	Caroline			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Beaulieu-Chassé	Christine			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Bédard-Bolduc	Julie			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Benakmoum	Smail			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Benkhedda	Abdelghani			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Berthiaume	Sylvie			200	Agent de bureau	1		1		
Bigras	Claude			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Blanchette	Serge			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Boubchir	Idir			234	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1		
Bouchard	Chantal			200	Agent de bureau	1		1		

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi	Rég.	Occ.	Total
		Bouret	Lise	264 Technicien en administration	1		1
		Boutin	Rémi	630 Cadre supérieur	1		1
		Boyer	Bernard	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Brière	Alain	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Castillo	Alejandro	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Cénac	Nathalie	200 Agent de bureau		1	1
		Chammakhi	Slim	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Charette	Jonathan	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Cliche	Catherine	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Dallaire	Martine	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Désy	Guillaume	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Dompierre	Sonia	200 Agent de bureau	1		1
		Dumais	Monya	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		El Fathi	Rachid	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Giffard	Catherine	111 Attaché d'administration	1		1
		Girard	Linda	221 Agent de secrétariat	1		1
		Godin	Jean	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Gourde	André	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Guendez	Rachid	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Guérard	François	630 Cadre supérieur	1		1
		Hadarag	Stelian Ciprian	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Hamot	Jérôme	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Harani	Ahmed	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Hassaim	Bahia	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Hatori	Cristiane	200 Agent de bureau	1		1
		Jean	Caroline	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Kaced	Kamal	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lebel	François	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lefrancois	Étienne	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lesage	Bernard	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Lortie	Marie-Michèle	221 Agent de secrétariat	1		1
		Maheux	Yves	105 Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Mahmoudi	Said	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Malette	Yvan	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Malouin	Louis	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Martineau	Anabel	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Montbleau	Alain	630 Cadre supérieur	1		1
		Moore	François	630 Cadre supérieur	1		1
		Ngolwa	Moïse	200 Agent de bureau	1		1
		Poulin	Annie	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Proulx	Danielle	200 Agent de bureau	1		1
		Schafroth	Laurence	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Tremblay	Sylvie	200 Agent de bureau	1		1
		Turcotte	Sylvie	221 Agent de secrétariat	1		1
	Total Direction des inspections en sécurité				61	1	62
	Direction des inspections en construction et conception	Alarie	Lyne	630 Cadre supérieur	1		1
		Assam	Mokrane	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Baaziz	Anissa	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Bakhouché	Mohamed	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Benhadj	Karim	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Bennis	Youssef	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Bentaleb	Fayçal Mekki	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Bilodeau	Claude	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Boutarfaya	Mohamed	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Bouzalmad	Nadia	200 Agent de bureau		1	1
		Breault	Karine	111 Attaché d'administration	1		1
		Breton	Réjean	Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Buciu	Florian Christi	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Butnarasu	Ovidiu	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Cloutier	Christian	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Côté	Alain	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Côté	Dominique	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Couture	Aline	200 Agent de bureau	1		1
		Derkacz	Terry-Thérèse	200 Agent de bureau	1		1
		Dumaine	Jean-Pierre	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Dupuis	Marie-Christine	111 Attaché d'administration	1		1
		Gagnon	Hervé	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Gauvin	André	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Geica	Doina	200 Agent de bureau	1		1
		Girard	Denis	630 Cadre supérieur	1		1
		Gosselin	Marie-France	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Hani	Abdellaziz	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Hénault	François	111 Attaché d'administration	1		1
		Ionescu	Laura Nicoleta	200 Agent de bureau	1		1
		Jalbert	Martin	630 Cadre supérieur	1		1
		Labbé	Éric	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lachance	Maurice	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Laiche	Lounes	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lajeunesse	Richard	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lalanne	Jean	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Latour	Daniel	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lavoie	Rémy	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Leblanc	Joannie	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Léveillé	Michel	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Lévesque	Pierre	630 Cadre supérieur	1		1
		Massé	Louis-Philippe	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Mercier	Bobby	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi	Rég.	Occ.	Total
		Mintici Ionescu	Mioara	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Miron	Anca Laura	264 Technicien en administration	1		1
		Nifou	Abdelhamid	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Petre	Simona Mihaela	200 Agent de bureau	1		1
		Pigeon	Myriam	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Plourde	Vincent	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Poirier	Mélanie	630 Cadre supérieur	1		1
		Prado Cominges	Cristhian	200 Agent de bureau		1	1
		Radif	Naima	264 Technicien en administration	1		1
		René	Linda	200 Agent de bureau	1		1
		Robert	Chantal	200 Agent de bureau	1		1
		Rondeau	Jean	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Salhi	Kamel	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Stoian	Iulia-Isabella	200 Agent de bureau	1		1
		Tanoe	Ettiaka Stéphan	200 Agent de bureau		1	1
		Tardif	Martin	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Tayachi	Sonia	200 Agent de bureau	1		1
		Thériault	Alain	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Tremblay	Denis	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Turcotte	Pierre	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Vaillancourt	François	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Vazquez	Moises	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Vézina	Anny	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Whittaker	Roseann	200 Agent de bureau	1		1
	Total Direction des inspections en construction et conception				63	3	66
	Direction du soutien, de l'évaluation et de la qualité de l'inspection	Alain	Marie-Josée	105 Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Arcand	Patrick	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Asselin	Stéphan	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Ba	Rouguyatou	283 Technicien en droit		1	1
		Bédard	Éric	283 Technicien en droit	1		1
		Bernard	Yvon	108 Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Berrouard	Dany	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Bilodeau	Marie-Claude	200 Agent de bureau		1	1
		Blais	Stéphanie	264 Technicien en administration	1		1
		Blouin	Sylvain	108 Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Bonneau	Alex	105 Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Boualam	Ahmed-Amine	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Brazeau	Michel	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Do	Minh Hung	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Durand	Guillaume	630 Cadre supérieur	1		1
		Fournier-Leblond	Yoan	283 Technicien en droit		1	1
		Gagnon	Paul	108 Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Galibois	Jean-François	108 Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Le Roy	Marianne	108 Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Leblanc-Deschênes	Vincent	186 Ingénieur	1		1
		Michaud	Nathalie	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Mogos	Razvan	283 Technicien en droit	1		1
		Mongeau	Manon	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Nazair	Catherine	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Ouali	Mohamed	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Paquin	Manon	234 Insp.santé séc.lieux de trav.& publ.	1		1
		Potvin	Sophie	108 Analyste informat.et proc.administr.	1		1
	Total Direction du soutien, de l'évaluation et de la qualité de l'inspection				24	3	27
	Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression	Alem	Karim	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Bernard	Marie Guetty	200 Agent de bureau		1	1
		Boudreault	Alexandre	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Breton	Geneviève	630 Cadre supérieur	1		1
		Campana	Carmine	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Courtemanche	Jocelyn	111 Attaché d'administration	1		1
		Crihan	Iulian Mihail	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Cristea	Cristian	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Denechaud	Jean	111 Attaché d'administration	1		1
		Dubé	Claude	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Dume	Daniela	264 Technicien en administration	1		1
		Grondin	François	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Guzman	Santiago	200 Agent de bureau	1		1
		Haou	Lakhdar	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Haspeck	Michel	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Irimia	Liviu	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Keu	Steven Bun Seng	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Khssassi	Aziz	186 Ingénieur	1		1
		Lascarache	Maricel	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Lemieux	Christian	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Levitcharsky	Blagovest	186 Ingénieur	1		1
		Luca	Corneliu	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Massé	Nicole	264 Technicien en administration	1		1
		Mekhnach	Moussa	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Méthot	Paul	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Nassim	Chadi	264 Technicien en administration		1	1
		Noël de Tilly	Geneviève	233 Inspecteur appareils sous pression	1		1
		Sharlandzhieva	Tatyana	264 Technicien en administration	1		1
		St-Georges	Manon	111 Attaché d'administration	1		1
		St-Georges	Myriam	186 Ingénieur	1		1
		També	Lisette	630 Cadre supérieur	1		1
		Titan	Junior	200 Agent de bureau	1		1
		Tremblay	Éric	111 Attaché d'administration	1		1

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi	Rég.	Occ.	Total		
		Valimareanu	Mariana	233	Inspecteur appareils sous pression	1		1	
	Total Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression					32	2	34	
	Direction générale de l'inspection	Cauchon	Caroline	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Lessard	Dominique	630	Cadre supérieur	1		1	
		Perreault	Nathalie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Total Direction générale de l'inspection					3		3	
	Direction de la qualification et de la formation	Cissé	Abdoulaye	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Couillard	Sarah	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1	
		Dubois	Caroline	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1	
		Dumas	Claudine	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1	
		Labbé	Chantal	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1	
		Ladjelate	Rizelaine	264	Technicien en administration	1		1	
		Lépine	Luc	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1	
		Ménard	Geneviève	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1	
		Messanh	Koffi	264	Technicien en administration		1	1	
		Morin	Sandra	123	Spécialiste sciences de l'éducation	1		1	
		Raymond	Michel	111	Attaché d'administration	1		1	
		Trudel	Guy	186	Ingénieur	1		1	
	Total Direction de la qualification et de la formation					11	1	12	
	Total BVPRCO					256	30	286	
	VPE	Vice-présidence Enquêtes	Chalut	Martine	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
			Hassaoui	Zeinab	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
			Marcoux	Nathalie	826	Membre de direction	1		1
			Thomas	Winifred	264	Technicien en administration	1		1
		Total Vice-présidence Enquêtes					4		4
Direction des enquêtes		Beauchamp	Marie-Ève	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Bélanger	Stéphanie	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Bernier	Rena	264	Technicien en administration		1	1	
		Bertrand	Fannie	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Blanchette	Émilie	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1	1	
		Brisson	Nadia	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Cavanagh	David	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Chapdelaine	Andréa	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Chaput	Claude	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Chartrand	Sabrina	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Cossette	Emmanuelle	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Coup-Fabiano	Thierry	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Crêtes	Karine	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Daquin	Florika	264	Technicien en administration	1		1	
		Delvoye	Isabelle	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Dubé	Alexandrine	283	Technicien en droit	1		1	
		Duvernois	Magali	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Fafard	Dominique	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Fetichanopoulos	Christos	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Fortin	Benoît	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Frenette	Dave	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Gagnon	Nancy	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Gauthier	Alain	630	Cadre supérieur	1		1	
		Giron Escobar	Mayra Elizabeth	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Guillemette	François	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Guimond	Pascal	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Hamelin	Mario	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Hammouche	Fadela Hanane	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Hassaoui	Hanan	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Houle	Marilyn	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Joanisse	Patricia	283	Technicien en droit		1	1	
		Julien	Isabelle	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Lafèche	Martin	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Lahmann	Carl	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Lamontagne	Lory	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Lanoue	Kiara	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Laporte	Denis	630	Cadre supérieur	1		1	
		Lavoie	Marie-Ève	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Major	Marie	264	Technicien en administration		1	1	
		Morais	Jean-François	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Nadeau	Catherine	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Nourreddine	Abderrezak	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Panni	Jean-François	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1	1	
		Perreault	Éric	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Poirier	Patrick	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Ramboz	Emmanuel	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1	1	
		Rosarion	Monicka	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1	1	
		Scully	Éric	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Thibault	Christine	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1	1	
		Trottier	Dominique	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Turnbull	Karri-Ann	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
		Ziat	Myriam	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1		1	
Total Direction des enquêtes					44	8	52		
Direction du renseignement et du développement des enquêtes		Ait-Ali	Lylia	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
		Boulay	Alain	264	Technicien en administration	1		1	
		Charbel Hage	Carine	200	Agent de bureau	1		1	
		Chrétien	Mathieu	264	Technicien en administration	1		1	
		Djenkal	Chahrazed	264	Technicien en administration	1		1	
		Ene	Florian	264	Technicien en administration	1		1	
		Foucault	Luc	264	Technicien en administration	1		1	
		Gutierrez	Beatriz	200	Agent de bureau	1		1	
		Hadri	Mohammed	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	

RP1-01 Annexe 1 : Liste des membres du personnel régulier et occasionnel en lien d'emploi au 27 février 2019 (paie 24 du 28 février 2019)

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi	Rég.	Occ.	Total	
		Handfield	Brigitte	630	Cadre supérieur	1		1
		Ho-Tom	Virginie	264	Technicien en administration	1		1
		Kudawoo	Jean-Jacques Ko	264	Technicien en administration	1		1
		Martel	Julie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		McDonald	Nancy	264	Technicien en administration	1		1
		Morin	Frédéric	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Mudaheranwa	Murekatete Oliv	200	Agent de bureau	1		1
		Paquette	Marie-France	264	Technicien en administration	1		1
		St-Amour	Julie	630	Cadre supérieur	1		1
		Tremblay	Bruno Henri	200	Agent de bureau		1	1
		Wolfe	Sylvie	111	Attaché d'administration	1		1
Total Direction du renseignement et du développement des enquêtes					19	1	20	
Total VPE					67	9	76	

RP1-01 Annexe 1 : Liste des membres du personnel régulier et occasionnel en lien d'emploi au 27 février 2019 (paie 24 du 28 février 2019)

Secteur	Unité administrative	Nom	Prénom	Corps d'emploi		Rég.	Occ.	Total
VPRSO	Vice-présidence Réglementation et soutien organisationnel	Garcia	Silvia-Christin	826	Membre de direction	1		1
		Godin	Sylvie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Henry	Samuelle	264	Technicien en administration	1		1
	Total Vice-présidence Réglementation et soutien organisationnel					3		3
	Direction du partenariat et des services à l'organisation	Bouchard	Chantale	103	Agent de la gestion financière	1		1
		Cantin	Guy	630	Cadre supérieur	1		1
		Cloutier	Nicole	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Desjardins	Nathalie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Dessureault	Michèle	200	Agent de bureau		1	1
		Dionne	Manon	264	Technicien en administration	1		1
		Dubois	Marie-Claude	200	Agent de bureau	1		1
		Dumas	Louis-Olivier	272	Technicien en informatique		1	1
		Eddomairi	Halima	264	Technicien en administration		1	1
		El Assami	Younes	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Fournier	Marie-Josée	200	Agent de bureau		1	1
		Gosselin	Julie	200	Agent de bureau	1		1
		Hamel	Nicole	200	Agent de bureau	1		1
		Hardy	Myriam	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Houde	Jean-Claude	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Lacombe	Gaétan	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1
		Langlois	Albert	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Le	Manh Hung	264	Technicien en administration	1		1
		Liciu	Alexandrina	200	Agent de bureau		1	1
		Picard	Ludovic	103	Agent de la gestion financière	1		1
		Roy	Marie-Josée	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Saillant	Manon	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1
		Souici	Karima	272	Technicien en informatique		1	1
		Tremblay	Christine	630	Cadre supérieur	1		1
	Total Direction du partenariat et des services à l'organisation					18	6	24
	Direction de la réglementation et de l'expertise conseil	Alavoyedo	Hintekpo Amédée	186	Ingénieur	1		1
		Bédard	Sophie	186	Ingénieur	1		1
		Bélanger	Claire	109	Architecte	1		1
		Bertin	André	111	Attaché d'administration	1		1
		Bompaka	Nkeyi	186	Ingénieur	1		1
		Bourdeau	Suzel	186	Ingénieur	1		1
		Boutin	Sylvie	264	Technicien en administration	1		1
		Brisson	Nathalie	109	Architecte	1		1
		Casimiro	Carlos	111	Attaché d'administration	1		1
		Chekroun	Arezki	186	Ingénieur	1		1
		Coulombe	Luc	186	Ingénieur	1		1
		Deschamps	Claude Jr	186	Ingénieur	1		1
		Duchesne	Yves	186	Ingénieur	1		1
		Éthier	Michel	186	Ingénieur	1		1
		Gagnier	Éric	111	Attaché d'administration	1		1
		Gauthier	Pierre	186	Ingénieur	1		1
		Gauthier	Pierre	630	Cadre supérieur	1		1
		Giurgiu	Manuel	186	Ingénieur	1		1
		Goutier	Jacques	186	Ingénieur	1		1
		Gravel	André	630	Cadre supérieur	1		1
		Hamou L'Hadj	Boussaad	186	Ingénieur	1		1
Khif		Amar	186	Ingénieur	1		1	
Lacroix		André	186	Ingénieur	1		1	
Legendre		Marie-Josée	111	Attaché d'administration	1		1	
Lessard		Nathalie	109	Architecte	1		1	
McMullin		Diane	200	Agent de bureau	1		1	
Mercier		Stéphane	186	Ingénieur	1		1	
Multescu		Laurentiu Dan.	186	Ingénieur	1		1	
Payes Escobar		Marcela	264	Technicien en administration	1		1	
Pelletier		Anne	186	Ingénieur	1		1	
Pelletier		Gaétan	186	Ingénieur	1		1	
Poirier		Patrice	111	Attaché d'administration	1		1	
Raoui		Rym Isma	109	Architecte	1		1	
Renaud		Jacques	186	Ingénieur	1		1	
Vincent		Alain	111	Attaché d'administration	1		1	
Total Direction de la réglementation et de l'expertise conseil					35		35	
Direction de la performance organisationnelle et du plan de garantie	Brouard	Marie-Josée	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
	Chartier	Sylvie	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	El Baioudi	Hanane	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Gaudreau	Danielle	264	Technicien en administration	1		1	
	Larivière	Lise	105	Agent rech.et planific.socio-économ.		1	1	
	Lebel	Jean-François	108	Analyste informat.et proc.administr.		1	1	
	Lebrun	Éric	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
	Nadeau	Cinthia	630	Cadre supérieur	1		1	
	Nunes	Ana	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Tremblay	Marc	105	Agent rech.et planific.socio-économ.	1		1	
	Tremblay	Steeve	108	Analyste informat.et proc.administr.	1		1	
Total Direction de la performance organisationnelle et du plan de garantie					9	2	11	
Total VPRSO					65	8	73	
Total					444	55	499	

Note : Les données excluent les étudiants et stagiaires.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 28 février 2019 (effectifs en lien d'emploi au 27 février 2019).

Prénom	Nom	Fonction	Représentant	Comité de vérification (CV)	Comité de gouvernance et d'éthique (CGE)	Frais de transport	Frais de repas et d'hébergement	Frais de représentation
Johanne	Guay	Présidente	Ordres professionnels reliés au domaine de la construction	X	X			
André	Bourassa	Administrateur (mandat expiré)	Milieu municipal		X	165,60 \$		
Marlène	Carrier	Administrateur (présidente du CGE)	Corporations (CMMTQ-CMEQ)		X			
Pierre	Guillemette	Vice-président	Ordres professionnels reliés au domaine de la construction			294,24 \$		
Yves	Joli-Cœur	Administrateur	Associations de propriétaires de bâtiments			18,00 \$		
Luc	Martin	Administrateur	Associations d'entrepreneurs de construction	X				
Marie-France	Méthot	Administrateur	Associations de consommateurs ou de personnes qui habitent ou fréquentent un bâtiment	X				
Daniel	Primeau	Administrateur (président du CV)	Associations de propriétaires de bâtiments	X				
Vacant			Milieu municipal					
Vacant			Milieu financier					
Vacant			Associations de consommateurs ou de personnes qui habitent ou fréquentent un bâtiment					
Vacant			Associations d'entrepreneurs de construction					

Membres du CA - du 26 août 2018 au 28 février 2019

Prénom	Nom	Fonction	Représentant	Comité de vérification (CV)	Comité de gouvernance et d'éthique (CGE)	Frais de transport	Frais de repas et d'hébergement	Frais de représentation
Jacqueline	Lorange	Présidente	Ordres professionnels	X	X	504,26 \$	219,22 \$	
Daniel	Primeau	Vice-Président	Associations de propriétaires de bâtiments					
Chantal	Bibeau	Administratrice	Associations de consommateurs ou de personnes qui habitent ou fréquentent un bâtiment		X			
Ricky	Fontaine	Administrateur	Milieu financier	X		869,84 \$	615,67 \$	
Johanne	Guertin	Administratrice	Associations d'entrepreneurs de construction					
Alain	Jacques	Administrateur	Associations d'entrepreneurs de construction			1 268,39 \$	1 014,79 \$	
Rafik	Khodja	Administrateur	Ordres professionnels					
Francis	Mathieu	Administrateur (président du CV)	Associations de propriétaires de bâtiments	X		855,14 \$	752,32 \$	
Valérie	Renaud-Martin	Administratrice	Milieu municipal	X		776,64 \$	590,28 \$	
Pierre	Richard	Administrateur	Associations de consommateurs ou de personnes qui habitent ou fréquentent un bâtiment		X	136,00 \$		
Mylène	Sagala	Administratrice (Présidente du CGE)	CMEQ et CMMTQ		X	189,80 \$		
Vacant			Milieu municipal					

Québec

LORANGE, Jacqueline

Formation

	Membre de l'Ordre des architectes du Québec Université du Québec à Montréal
2014	Baccalauréat en droit Université Laval
2013	Maîtrise ès sciences en gestion et développement des organisations École nationale supérieure des beaux-arts (Paris, France)
1996	Diplôme national supérieur d'arts plastiques École d'architecture Paris Villemin (Paris, France)
1992	Certificat d'études approfondies en architecture Université McGill
1990	Baccalauréat en architecture

Expérience professionnelle

Depuis 2017	Consultante – Services-conseils en développement, en innovation et en transformation en pratique privée Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-ouest-de-l'île-de-Montréal
2014 - 2016	Chargée de projet principale – Projet du Pavillon K – Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis Hôpital Sainte-Justine
2007 - 2013	Cheffe de service – Réaménagement et maintien des actifs
2005 - 2007	Chargée de projet Genivar
2004 - 2005	Gestionnaire de projet Brière, Gilbert + associés, architectes
2001 - 2004	Architecte et conceptrice Weiss / Mandredi (New York, États-Unis)
1999 - 2000	Architecte Gehry Partners (Californie, États-Unis)

1997 - 1999	Architecte Lee, Burkhart, Liu inc. (Californie, États-Unis)
1997	Architecte Pierre Colboc architecte (Paris, France)
1993	Architecte et conceptrice Werleman Guy McMahon architectes
1990- 1991	Architecte et conceptrice

Québec

PRIMEAU, Daniel

Formation

	Membre de l'Ordre des architectes du Québec
	Université de Montréal
1984	Baccalauréat en architecture

Expérience professionnelle

	Société québécoise des infrastructures
Depuis 2015	Vice-président à la gestion de projets – Ouest du Québec et à l'expertise
2013 - 2015	Vice-président à la gestion des projets ministères et organismes
	Société immobilière du Québec
2011 - 2013	Vice-président – Expertise et gestion de projets pour les ministères et organismes
2008 - 2011	Directeur – Développement – Montréal
2004 - 2008	Directeur – Expertise et Développement – Montréal
1999 - 2004	Chargé de projets et directeur de projets
	Groupe conseil JLA
1993 - 1999	Chargé de projets
	Hébert, Dubé et associés, architectes
1984 - 1993	Chargé de projets et architecte associé

Québec

BIBEAU, Chantal

Formation

Université McGill

2014	Maîtrise en administration des affaires (programme court)
	Institut de prévention des incendies du Québec
1989	Diplôme d'études professionnelles en prévention incendie

Expérience professionnelle

Ville de Laval – Service de sécurité incendie de Laval

Depuis 2017	Cheffe de division – Prévention
2008 - 2017	Cheffe de prévention
2008 - 2008	Lieutenant et inspectrice
2000- 2008	Inspectrice et enquêtrice
1990- 2000	Inspectrice en prévention incendie

Québec

© Gouvernement du Québec, 2019

Québec

GUERTIN, Johanne

Formation

	Université du Québec à Montréal
1996	Baccalauréat en administration des affaires
	Université Concordia
1985	Baccalauréat en arts

Expérience professionnelle

	Constructions Bâtiments Québec (BQ) inc.
Depuis 2009	Présidente
1987 - 1996	Technicienne en administration et comptabilité
	Délégation du Québec à Boston
2000- 2009	Attachée commerciale
	Consulat général du Canada aux États-Unis à Boston
1997 - 2000	Adjointe administrative – Développement des affaires commerciales
	Société de gestion Guy Vauban ltée
1985 - 1987	Agente de développement d'affaires – Compagnie de traduction universelle

Québec

RENAUD-MARTIN, Valérie

Formation

	Université du Québec à Trois-Rivières
2011	Baccalauréat en communication

Expérience professionnelle

	Ville de Trois-Rivières
Depuis 2017	Conseillère municipale Société québécoise de gestion écologique de la peinture
2011 - 2017	Conseillère en communication et en formation Charles Moreau paracycliste inc.
2011	Agente de communications

Québec

© Gouvernement du Québec, 2019

Québec

SAGALA, Mylène

Formation

Membre du Barreau du Québec
Université du Québec à Montréal
2008 Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec
Depuis 2014 Directrice du service juridique
Association de la construction du Québec
2010- 2014 Avocate
Compagnie de titres first canadian ltée
2006 - 2010 Avocate et cheffe d'équipe
2005 - 2006 Avocate – Souscriptrice de police commerciale

Québec

FONTAINE, Ricky G.L.

Formation

	Membre de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec
	Université Laval
2009	Administrateur de sociétés certifié – Collège des administrateurs de sociétés
	Université de Sherbrooke
1987	Études de maîtrise ès sciences en finance
	Université du Québec à Trois-Rivières
1984	Baccalauréat en administration (finance)

Expérience professionnelle

	RGL Fontaine, Adm. A.
Depuis 2018	Associé principal
	Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam
2013 - 2017	Directeur général
1997 - 1999	Directeur des opérations et directeur régional de l'Est du Canada
1991 - 1996	Directeur général par intérim et conseiller aux projets spéciaux
	La corporation de développement économique montagnaise
2010- 2013	Directeur général
	Gestion conseil RSF
2000- 2010	Fondateur et associé principal
	Assemblée des Premières Nations
1999 - 2000	Conseiller principal – Nouvelles relations financières
	Services autochtones de SACO
1996 - 1997	Vice-président – Services aux autochtones
	L'immobilière montagnaise ltée
1987 - 1991	Directeur général

Québec

JACQUES, Alain

Formation

Membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec

Université Laval

1988 Baccalauréat en génie civil

Expérience professionnelle

Construction Jacques (1977) inc.

Depuis 2009 Président

1990- 2009 Directeur de projets et vice-président

Groupe Jacques immobilier et services

Depuis 2009 Président – Résidences pour aînés

Québec

© Gouvernement du Québec, 2019

Québec

KHODJA, Rafik

Formation

	Membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec
	Université des sciences et de la technologie Houari-Boumédiène (USTHB) (Bab Ezzouar, Algérie)
1993	Baccalauréat en génie civil

Expérience professionnelle

	Les Services Exp inc.
Depuis 2018	Chargé de projets
	Les Constructions et Pavage Jeskar inc.
2017 - 2018	Chargé de projets
2007 - 2015	Chargé de projets
	Les Constructions Amiskw inc.
2015 - 2017	Chargé de projets
	Jean Villeneuve sablière
2002 - 2007	Chargé de projets
	Bureau d'étude d'architecture et technique de construction BEATEC (Algérie)
1997 - 2002	Gérant
	Khodja Construction (Algérie)
1995 - 1996	Propriétaire
	Groupe Cosider (Algérie)
1993 - 1994	Ingénieur civil
	Marine Nationale
1988 - 1991	Officier de marine

Québec

MATHIEU, Francis

Formation

	Membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA, CGA)
	École nationale d'administration publique
2011 - 2012	Programme de formation « Leadership en action pour gestionnaires de gestionnaires »
2008 - 2009	Programme de formation à la gestion publique
2006	Programme de formation des professionnels chefs d'équipe ou en situation de gestion
	Université Laval
1994	Baccalauréat en administration des affaires, option comptabilité et finances
1994	Licence en sciences comptables

Expérience professionnelle

	Société d'habitation du Québec
Depuis 2018	Vice-président à l'administration et à la planification
2018	Vice-président à l'administration et à la planification par intérim
	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
2014 - 2018	Directeur général des services à la gestion
	Ministère des Finances et de l'Économie
2012 - 2014	Directeur des ressources financières
2002 - 2004	Analyste financier – Bureau du contrôleur des finances
1999 - 2001	Chef de la comptabilité et des prévisions financières – Fonds de financement et Financement Québec
	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
2010 - 2012	Directeur des ressources financières
2006 - 2010	Chef du service de la planification et du suivi budgétaire
2004 - 2006	Chef d'équipe au service de la planification et du suivi budgétaire (poste expert)
	Ministère des Régions

Québec

RICHARD, Pierre

Formation

Membre de l'Ordre des architectes du Québec
Université de Montréal
1979 Baccalauréat en architecture

Expérience professionnelle

Archiconcept inc.
Depuis 1990 Architecte et président
Pelletier & Richard architectes
1985 - 1989 Architecte et associé

1981 - 1985 Consultant en accessibilité en pratique privée
Les architectes Beauchamps & Roy
1980- 1983 Stagiaire en achitecture
Office des personnes handicapées du Québec
1980 Conseiller

Québec

© Gouvernement du Québec, 2019

Québec

MARCOUX, Nathalie

Formation

	Membre du Barreau du Québec
	Université Laval
1994	Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

	Régie du bâtiment du Québec
Depuis 2014	Vice-présidente responsable des enquêtes
	Autorité des marchés financiers
2012 - 2014	Directrice des enquêtes – Manipulation de marchés et délits d'initiés
2007 - 2012	Cheffe du service du contentieux puis directrice du contentieux – Montréal
	McCarthy Tétrault
2005 - 2007	Avocate associée
2000 - 2004	Avocate
	Flynn, Rivard
1999 - 2000	Avocate associée
1995 - 1999	Avocate

Québec

© Gouvernement du Québec, 2019

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-02

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2018-2019. Indiquer :

- a) Le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Le coût global des activités de développement a été de 66 479,82 \$ pour la période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).
<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-03

Sommes dépensées en 2018-2019 (et prévisions pour 2019-2020) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Dépenses en informatique :

Postes de dépenses	2018-2019
Achat logiciel et matériel, et services informatiques	367 319 \$
Services professionnels/informatiques	
• Continuité - CSPQ	3 037 620 \$
• Continuité - MTESS	1 808 753 \$
• Continuité – MERN	106 694 \$
• Continuité – R3D	54 984 \$
• Projets	
– Coûts réels et estimés internes (capitalisables) ¹	786 683 \$
– Coûts réels et estimés externes (capitalisables)	133 613 \$
– Coûts réels et estimés internes (fonctionnement) ¹	126 916 \$
– Coûts réels et estimés externes (fonctionnement)	32 078 \$

¹ Les factures du MTESS n'ayant pas été reçues pour la période, la majorité des coûts internes a été estimée.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-04

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2018-2019, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;
- b) la liste des membres ;
- c) le budget dépensé ;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- e) les résultats atteints.

La liste des comités interministériels se trouve dans le tableau ci-joint.

1. Comités de la RBQ

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité consultatif sur le chapitre 1 du bâtiment du Code de construction édition 2015	Présentation sur les principales modifications du Code national du bâtiment 2015 et explications du processus de consultation	Commission des Normes, de l’Emploi, de la Santé et de la Sécurité du travail (CNESST) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Société d’habitation du Québec (SHQ) Ville de Montréal Ville de Québec Association des Chefs incendie du Québec Corporation des Services incendie du Québec Corporation des officiers municipaux et en environnement du Québec Ordre des Architectes du Québec Ordre des Ingénieurs du Québec Ordre des technologues professionnels du Québec Association des architectes en pratique privée du Québec Association de la Construction du Québec Building Owners and Managers Association Garantie Construction résidentielle Association canadienne en alarme incendie Association des professionnels de la construction et de l’habitation du Québec Corporation des Propriétaires immobiliers du Québec Regroupement des copropriétaires et gestionnaires de copropriétés Association des consommateurs pour la qualité de la construction	104 \$	Évolution de la réglementation Code de construction

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Sous-groupe de travail sur la ventilation centralisée des logements – en appui aux travaux sur le code 2015 – voir Comité consultatif sur le chapitre 1 du bâtiment du Code de construction édition 2015	Analyse de modifications + Validation que les exigences du code permet d’assurer une ventilation performante capable de répondre aux besoins des occupants tout en s’assurant : — de la cohérence avec toutes les autres exigences du code pour maintenir le même niveau de sécurité, de santé et de protection incendie; — de la cohésion avec les exigences d’efficacité énergétique et de leur rehaussement; — que l’industrie possède les moyens pour répondre aux critères du code concernant la mise en place d’un tel système tout en respectant les objectifs précédents	Transition énergétique Québec (TQ) Société d’habitation du Québec (SHQ) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) Corporation des entreprises de traitement de l’air et du froid (CETAF) Association des conseillers en normes du bâtiment et de la sécurité incendie du Québec (ACNBSIQ) Garantie Construction Résidentielle (GCR) Regroupement copropriétaires et gestionnaires de copropriétés (RCGC) Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ)	1 271 \$ 1 180 \$	Traitement des propositions de modifications en vue de leur intégration dans les prochaines éditions de ce code.
Comité consultatif provincial sur l’électricité	Consulter les principaux intervenants du domaine de l’électricité pour établir les règles régissant les installations électriques au Québec.	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction Association des constructeurs-propriétaires en électricité et des électriciens d’entretien du Québec Association internationale des inspecteurs et inspectrices en électricité Association des manufacturiers d’équip. électriques et électroniques du Canada Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Groupe CSA Électro-Fédération Hydro-Québec Distribution Ordre des ingénieurs du Québec Ordre des technologues professionnels du Québec Services d’essais Intertek AN ltée	Aucuns frais	Il n’y a pas eu de rencontre de ce comité durant la période visée
Comité CMEQ-RBQ sur les systèmes solaires photovoltaïques	Analyser les différentes options possibles pour assujettir à la Loi sur le bâtiment les systèmes à énergies renouvelables, notamment les systèmes solaires photovoltaïques	Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	Aucuns frais	6 rencontres effectuées dans les bureaux de la Régie. Les avantages et inconvénients de 5 différentes options possibles ont été étudiés. Une note au comité de direction est en préparation pour décision.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité consultatif permanent OPHQ-RBQ	Analyser les modifications proposées au Code de construction pour émettre des avis ou recommandations. Ce comité a également comme mandat de soulever des enjeux relatifs à l’accessibilité et à la sécurité des bâtiments.	Coprésidé par la RBQ et l’Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et composé de représentants des ministères et organismes, associations représentant les droits des personnes handicapées et les aînés, associations de propriétaires et gestionnaires d’immeubles, chercheurs et différentes parties prenantes	Aucuns frais	Plusieurs consultations Élaboration de règlement
Comité directeur OPHQ-RBQ	Planifier des travaux pour améliorer les exigences en accessibilité	Office des personnes handicapées du Québec	Aucuns frais	Plusieurs rencontres selon les besoins
Groupe interministériel sur l’utilisation d’eau de pluie non potable dans les bâtiments	Analyser et statuer sur l’utilisation plus large de l’eau de pluie non potable dans le nouveau Code national de la plomberie (CNP) édition 2020.	Ministère de la Santé et des Services sociaux École Polytechnique de Montréal Ministère de l’Environnement et la Lutte contre les changements climatiques Institut national de santé publique du Québec Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation	Aucuns frais (visio conférence)	Plusieurs consultations Établir si l’utilisation de l’eau de pluie non potable au Québec, proposée par le Code national de la plomberie (CNP) édition 2020, est en concordance avec les exigences du Québec.
Comité de concertation CBCS	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les difficultés d’adoption et adapter la stratégie Actualiser l’offre de service à l’égard des municipalités ayant adopté Identifier les besoins des municipalités ayant adopté Orienter le développement de matériel à l’intention des services de sécurité incendie et des propriétaires, notamment assurer une cohésion entre les meilleures pratiques de prévention 	Association des techniciens en prévention-incendie du Québec Association des chefs en sécurité incendie du Québec Ministère de la Sécurité publique	Aucuns frais	Actions concertées des participants en vue d’accroître la sécurité du public

2. Comités d’autres ministères ou organismes du Québec

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
ACCES construction – comité directeur (participant) Comité Renseignement – ad hoc (coordination)	Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES) dans le secteur de la construction Établir les orientations et les priorités d’action pour lutter contre l’évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction. Assurer et optimiser l’échange d’information entre les MO. Proposer des moyens d’intervention et intensifier les actions concertées ou non de lutte contre l’évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales.	Commission de la construction du Québec (CCQ) Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Ministère des Finances (MFQ) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Revenu Québec Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) - coordination	263 \$ Aucun frais	Comité directeur : suivi de la mise en œuvre d’orientations stratégiques concertées Comité Renseignement : mise en commun de l’expertise au sujet de problématiques et de stratagèmes rencontrés, réalisation d’interventions concertées dans le secteur de la construction
Comité stratégique de l’unité permanente anticorruption (UPAC) Comité de gestion élargi des membres	Lutter contre la corruption pour un système public intègre, son mandat est de prévenir, vérifier et enquêter.	Bureau du commissaire à la lutte contre la corruption Ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire (MAMOT) Commission de la construction du Québec (CCQ) Service des enquêtes sur la corruption (UPAC) Revenu Québec (RQ) Sureté du Québec (SQ) L’Escouade de protection de l’intégrité municipale du Service de police de la Ville de Montréal (EPIM)	31 \$ Aucuns frais Aucuns frais	Suivi de l’action concertée Suivi des divers points administratifs Rencontre de tous les gestionnaires
Comité d’initiatives régionales – Québec (CCQ)	Créer et maintenir des liens de proximité entre les partenaires afin de maximiser l’efficacité des interventions et augmenter le niveau de conformité sur le territoire de la ville de Québec et l’Est du Québec.	Commission de la construction du Québec (CCQ) Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Revenu Québec	75 \$	Réalisation d’interventions concertées dans le secteur de la construction

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité pour l’engagement 13 du PEG (AMM)	Collaborer aux travaux des autres M/O et coresponsabilités avec l’OPHQ des travaux du chantier C	Office des Personnes handicapées du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Transports	Aucun frais	Examiner différentes solutions, réglementaires ou autres, visant à favoriser l’accès en toute sécurité des personnes handicapées qui utilisent des aides à la mobilité motorisées dans les établissements fréquentés par le public et les immeubles d’habitation, faire des représentations auprès de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies et, le cas échéant, mettre en œuvre les solutions qui auront été retenues.
Comité interministériel Vivre et vieillir ensemble (VVE)	Élaboration du bilan final du plan d’action VVE 2012-2017 et l’identification de la possibilité de prolongation et le renouvellement du plan d’action 2012-2017 associé à la politique VVE	Ministère de la Famille (MFA) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire (MAMOT) Ministère du Travail et de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Ministère de l’Économie, de la Science et de l’Innovation (MESI) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l’Électrification des transports (MTMDET) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Société d’habitation du Québec (SHQ)	175 \$ 175 \$	Identification par les ministères et organismes des mesures sous leur responsabilité qui seront prolongées jusqu’au 31 mars 2018, avec les investissements requis pour la prolongation et mettre à jour les investissements additionnels cumulés (la RBQ aura finalisé tous ses engagements au 31 mars 2017, aucune prolongation requise)
Comité aviseur sur la construction en bois	Proposer et voir à l’évolution de la réglementation en matière de conception, de construction, de sécurité des bâtiments et des infrastructures en bois	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Association des Chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) CECObois FPInnovations Ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ordre des Architectes du Québec Ordre des Ingénieurs du Québec Commission des Normes, de l’Emploi, de la Santé et de la Sécurité du travail (CNESST) Société québécoise des infrastructures (SQI) Ville de Montréal Ville de Québec	Aucuns frais	Priorité gouvernementale (Charte sur le bois)
Sous-groupe de travail – découlant du Comité aviseur sur la construction en bois — Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)	Un sous-comité bois apparent et sécurité incendie	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Association des Chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) CECObois FPInnovations Ordre des Architectes du Québec	85 \$	Priorité gouvernementale (Charte sur le bois)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique interministériel MFFP sur l'exemplarité en construction bois	Travaux en lien avec l'engagement d'exemplarité du gouvernement à utiliser le bois dans la construction	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) Société d'habitation du Québec (SHQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Société québécoise des infrastructures (SQI) Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Ministères des Finances (MFQ) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	Aucuns frais	Suivi des demandes de mesures équivalentes Évolution de la réglementation
Comité tripartite MSSS/MSP/RBQ Comité stratégique interministériel sur la sécurité incendie et des bâtiments d'hébergement pour des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Analyse et prise de décision sur les recommandations reçues du comité technique	Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	30 \$	Évolution de la réglementation
Comité technique interministériel sur la sécurité incendie, du bâtiment et les résidences où habitent des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Sous l'égide du MSSS rencontre avec la RBQ afin de trouver des solutions à la réglementation du Chapitre bâtiment du code de sécurité et les résidences de personnes âgées et faire des recommandations au comité stratégique	Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	130 \$	Évolution de la réglementation

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité de la PGPS	Élaboration du plan d’action interministériel de la politique gouvernementale de prévention santé	Ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Famille (MFA) Ministère des Finances (MFQ) Ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion (MIDI) Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation (MAPAQ) Ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur (MEES) Ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire (MAMOT) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Société d’habitation du Québec (SHQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	30 \$ 30 \$	PAI de la politique Actions sous la responsabilité de la RBQ : — Mise à jour du guide sur l’accessibilité — Sensibilisation des acteurs de la construction aux exigences en accessibilité inscrites au Code de construction
Comité « Pour un Québec visitable »	Grille d’évaluation de la visibilité	Institut en réadaptation en déficience physique de Québec Université Laval Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Société de l’habitation du Québec (SHQ) Université de Montréal	Aucuns frais	Collaboration aux travaux de recherche et développement en matière d’accessibilité
Groupe de travail sur l’accessibilité des commerces aux personnes handicapées	Rapport sur l’accessibilité des petits commerces	Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Ministère de la Famille (MFA) Ministère du Tourisme (MTOUR) Ordre des architectes du Québec Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire (MAMOT) Société d’habitation du Québec (SHQ) Associations qui défendent les droits des personnes handicapées	Aucuns frais	Collaboration aux travaux de l’OPHQ
Comité de normalisation BNQ	Comité de normalisation pour la norme du BNQ sur la contamination par les moisissures des bâtiments résidentiels	Bureau de normalisation du Québec (BNQ)	100 \$ par rencontre	Évolution de la norme

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité opérationnel Mérule pleureuse	Sous l'égide de la SHQ et relevant du comité interministériel, le mandat du comité opérationnel est d'élaborer et effectuer divers travaux afin de déposer les recommandations au gouvernement concernant les problèmes de contamination de petits bâtiments au Québec.	Société d'habitation du Québec (SHQ) Institut national de santé publique (INSPQ) Ministère des Affaires municipales, et de l'Occupation du territoire (MAMOT) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Aucuns frais	Élaboration d'une fiche informative à l'égard du citoyen pour affichage sur le portail Québec. Documentation des cas de mérule au Québec. Documentation de la problématique en Europe. Élaboration du rapport contenant les recommandations du comité. Collaboration aux travaux du comité
Certification BNQ — Spécification du béton résidentiel — Rencontre exploratoire	Définir les exigences pour le béton résidentiel qui seront incluses à la certification des usines de béton prêt à l'emploi (BNQ 2621-905)	Association Béton Québec (ABQ) Bureau de normalisation du Québec (BNQ) Autres	102,30 \$ 88 \$ 6 \$	Évolution d'une norme adoptée à la réglementation (problématique liée à la mise à jour de normes au CNB nécessitant une mise à jour d'une norme BNQ)
Comité Cadre de référence intervention pipelines (Comité CRIP)	Élaboration du document « Cadre de référence pour la gestion de l'intervention en cas d'incident majeur impliquant un pipeline »	Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Office national de l'Énergie Sécurité publique Canada	100 \$	Développement d'un cadre de référence pour l'intervention en cas d'événement (sinistre) impliquant un pipeline.
Comité consultatif du projet d'élaboration des outils de formation pour la qualification professionnelle des travailleurs en installation d'équipement pétrolier CEMEQ — CPIEPQ	Valider les références à la réglementation de la RBQ dans les divers modules de formation préparés par ces organismes.	Association des entrepreneurs pétroliers du Québec (AEPQ), membres de la Mutuelle de formation-CPIEPQ (Comité paritaire d'installation d'équipement pétrolier du Québec), personne reconnue en équipement pétrolier, Emploi Québec, Syndicat des métallos, Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec (CEMEQ), Spécialiste en santé sécurité au travail, entrepreneur, Service aux entreprises de la Commission scolaire de la Rivéraine.	Aucuns frais	Révision finale du contenu faisant référence à la réglementation de la RBQ dans les modules de formation. Publication des manuels et début des formations.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité consultatif en équipement pétrolier	Le mandat du comité est de formuler des recommandations à la RBQ pour faire évoluer la réglementation en équipements pétroliers en tenant compte des meilleures pratiques, des changements technologiques et des mises à jour des normes de référence dans une perspective amélioration de la qualité des travaux de construction et la sécurité du public.	MDDELCC : Ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques MSP : Ministère de la Sécurité publique MRN : Ministère des Ressources naturelles CMMTQ : Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec AQUUP : Association québécoise des indépendants du pétrole RIM : Regroupement de l’industrie du mazout OIQ : Ordre des ingénieurs du Québec ACC : Association canadienne des carburants AICQ : Association des ingénieurs-conseils du Québec AEPQ : Association des entrepreneurs pétroliers du Québec ACSIQ : Association des chefs de service d’incendie du Québec OTPG : Ordre des technologues professionnels du Québec CPEQ : Conseil patronal de l’environnement du Québec SHQ : Société d’habitation du Québec AMQ : Association minière du Québec VR : Représente les vérificateurs reconnus	Aucuns frais	
Comité technique et formation de l’ Association québécoise du propane (AQP)	Représenter la RBQ pour l’application de la réglementation qui concerne le gaz par rapport aux besoins de l’industrie du propane	Des représentants des distributeurs de propane du Québec, entrepreneur en installation de gaz, au besoin, des représentants d’entreprise spécialisée en analyse de risque.	106,20 \$	L’industrie du propane a été informée des nouvelles règles du code de sécurité qui concernent les propriétaires des stations de remplissage.
Comité Bonnes pratiques	Production et mise à jour de fiches informatives sur la plomberie	CMMTQ	25 \$	Révision et mise à jour de fiches Bonnes pratiques en plomberie. Les versions à jour ont été déposées sur notre site Web.
Comités technique dispositif anti-refoulement (DAr)	Comité strictement technique sur l’application de la norme CSA B64.10 et B64.10.1	CMMTQ Réseau Environnement Villes de Laval, de Montréal, de Québec ASPE, Polytechnique de Montréal, manufacturiers, enseignants	33 \$	Encadrement technique de la norme sur les raccordements croisés
Comité Québec DAr	Comité strictement administratif de l’application de la norme CSA B64.10 et B64.10.1	CMMTQ Réseau Environnement Villes de Laval, de Montréal, de Québec ASPE, Polytechnique de Montréal	Frais inclus dans le comité technique	Encadrement administratif de la norme sur les raccordements croisés

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité RBQ-CMEQ-HQ pour la révision du livre bleu.	Procéder à la révision des exigences du livre bleu d’H-Q. pour s’assurer que le tout est harmonisé avec le Chapitre V- Électricité du Code de construction.	Hydro-Québec Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	420 \$	Deux rencontres de travail dans les bureaux de la CMEQ. Révision terminée
Comité consultatif sur l’électrification des transports	Consultation concernant l’installation électrique pour la recharge des véhicules en lien avec les nouvelles exigences du chapitre V-Électricité	Institut du véhicule innovant (IVI) Hydro-Québec	Aucuns frais	Publication d’un guide par l’Institut du véhicule innovant (en préparation)
Comité transition énergétique Québec (TEQ)	Travaux menant à la réalisation du plan directeur Transition énergétique Québec (TEQ)	Plusieurs ministères et organismes	Aucuns frais	Présentation du plan directeur

3. Comités nationaux

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Réunion générale annuelle des membres du <i>National board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors</i> (NB), <i>American Society of Mechanical Engineers</i> (ASME) <i>Conference Committee</i> et ASME Code Week (Codes ASME et NB adoptés par règlement et/ou référenciés par la norme CSA-B51)	Assurer une participation active afin de s’informer des changements prévus aux prochaines éditions des divers codes et normes (ASME et NB) applicables aux installations sous pression et s’assurer d’expliquer la position du Québec et les possibles effets sur les divers intervenants québécois. Représenter la RBQ, faire valoir ses objectifs et défendre ses orientations.	Juridictions canadiennes (provinces et territoires) ; Juridictions américaines ; Représentants des compagnies d’assurance et d’inspection (Personnes reconnues) ; Représentants des divers intervenants du secteur : Fabricants, réparateurs, propriétaires-utilisateurs ; Représentants d'intérêt général (ingénieurs, concepteurs, organismes internationaux).	Frais de déplacement assumés par le <i>National board</i> 88,57\$ (Dallas)	Changements à venir dans la nouvelle édition des Codes Importance de la formation <i>National board</i> : Statistiques des incidents qui correspondent au niveau de formation et de la présence d’inspecteurs NB dans les états.
Comité consultatif provincial territorial des politiques sur les codes (PTPACC) Comité sur le NEC Pancanadien NPSAC	Orienter et superviser l’élaboration des codes modèles nationaux de construction et encourager l’uniformité de la réglementation sur les bâtiments et les installations dans l’ensemble du Canada.	Ministères et organismes provinciaux et territoriaux du Canada	1 276,53 \$ 1 129,40 \$	Développement des codes dans une perspective d’uniformisation et de cohérence. Mise en commun et échange des meilleures pratiques. Les sujets abordés se rapportent aux enjeux, aux priorités, aux demandes et aux décisions concernant les codes modèles nationaux de construction.
Réunion technique des membres du <i>National board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors</i> (NB),	Revue des sujets techniques d’actualités; Changements aux Codes ASME et <i>National board</i> .	Représentants de toutes les juridictions nord-américaines en installations sous pression Membres du <i>National board</i>	Frais de déplacement assumés par le <i>National board</i> RBQ : 1 231,37 \$	Information sur les sujets d’intérêt au Québec concernant les installations sous pression. Obtention des positions officielles de l’ASME et <i>National board</i> sur les questions techniques vécues par le milieu au Québec. Continuer la discussion sur les Codes <i>National board</i> (NBIC)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
American Society of Mechanical Engineers (ASME) A17.1 RAC (Regulatory Advisory Committee)	Comité aviseur	Regroupement des représentants canadiens et américains qui adopte par règlement les codes et normes sur les ascenseurs et autres appareils élévateurs publiés par l’ <i>American Society of Mechanical Engineers</i> (ASME)	Frais de déplacement combiné avec la réunion du CSA B44	Présentation sur les exigences des programmes de contrôle de l’entretien
Association des chefs inspecteurs du Canada (ACI)	S’informer sur toutes les activités reliées aux installations sous pression dans toutes les juridictions canadiennes et discuter de tout changement. Représenter la RBQ au sein du ACI	Toutes les juridictions canadiennes (provinces et territoires); Le <i>National board of boiler and pressure vessel inspector</i> . Représentants des juridictions canadiennes Représentants d’industrie d’équipements sous pression La RBQ a été l’hôte de la rencontre annuelle en 2018 à Montréal	20 828,25\$	Discussions à poursuivre pour l’enregistrement (NEC ou CRN) des assemblages d’équipements sous pression (Skid); Continuer à travailler pour l’harmonisation des exigences concernant les installations sous pression à travers le Canada.
Réunion technique des membres du <i>National board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors</i> (NB),	Revue des sujets techniques d’actualités; Changements aux Codes ASME et <i>National board</i> .	Représentants de toutes les juridictions nord-américaines en installations sous pression; Membres du <i>National board</i> .	Frais de déplacement assumés par le <i>National board</i> RBQ : 1 231,37 \$	Information sur les sujets d’intérêt au Québec concernant les installations sous pression; Obtention des positions officielles de l’ASME et <i>National board</i> sur les questions techniques vécues par le milieu au Québec; Continuer la discussion sur les Codes <i>National board</i> (NBIC)
Comités CSA-B51 et CSA-B52 (Association Canadienne de Normalisation (CSA))	Assurer une participation active afin de défendre les intérêts du Québec. Faire valoir et défendre les objectifs et orientations de la RBQ.	Juridictions canadiennes (provinces et territoires); Représentants des producteurs / fabricants; Représentants des usagers et d’intérêt général.		Prochaine édition des Codes CSA-B51 et CSA-B52 prévue en 2018; Travaux à continuer avec plusieurs sous-groupes; Validation technique des versions françaises.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
ACI-TC et Sous-comité CSA B-51 pour les clauses 4, 5, 8, 11 et annexe D	ACI-TC – Résoudre des problèmes techniques et réglementaires est répondre aux questions posées par l’association des chefs inspecteurs au Canada (ACI); Sous-comité CSA B-51 pour les clauses 4, 5, 8, 11 et annexe D – proposer de changements futurs et gérer les demandes concernant les clauses en question.	Représentants des juridictions canadiennes Représentants d’industrie d’équipements sous pression	Aucuns frais 2 719,83 \$ (Vancouver)	Clarification de la position de la RBQ sur les divers sujets techniques par rapport aux autres provinces canadiennes; échange d’avis sur les sujets d’actualités dans le domaine des ESAP; réagir aux problèmes et demandes d’industries d’équipements sous pression.
Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC)	Définition et qualification des agences d’inspection autorisées (AIA) Programme d’accréditation du <i>National board</i> ; Évaluation des demandes de mesures différentes par les AIA; Processus de déclassement.	Représentants de juridictions canadiennes actives dans le domaine nucléaire Représentants d’exploitants utilisateurs de centrales nucléaires	Aucuns frais	Discussion sur les sujets d’intérêt de notre Agence d’inspection autorisée au sujet d’application de standard CSA N285.0 : Clarification des définitions (AIA, réparation de routine); processus de mise hors service d’une centrale nucléaire (« decommission process »); qualification des inspecteurs autorisés.
Conseil canadien des normes (CCN)	Réunion de consultation sur le programme d’accréditation des organismes d’inspection et de certification, notamment dans le domaine de l’électricité	Représentants des organismes de réglementation provinciale (ABSA-Alberta, ESA-Ontario, OFCM-Manitoba, Saskatchewan, Colombie-Britannique); Représentants du conseil canadien des normes; Représentants des organismes d’inspection (Intertek, eSAFE, CSA, QPS,); et représentants des auditeurs du programme d’accréditation.	Réunion à Ottawa le 5 et 6 décembre 2018	Formation d’un sous-comité de travail pour révision du programme d’audit des organismes d’inspection (IB-Revap program)
Comité consultatif national sur la sécurité publique (CCNSP -NPSAC)	Promouvoir l’adoption des codes et des normes de sécurité dans le domaine des installations techniques Donner des avis sur l’évolution de codes et sur le fonctionnement du système canadien de normalisation. Collaborer et se concerter sur l’administration des codes et des normes dans la réglementation des provinces et territoires.	Organismes de réglementation fédéraux, provinciaux et territoriaux. le Conseil canadien des normes, l’Association canadienne de normalisation (CSA), les Laboratoires des assureurs du Canada et le Bureau de normalisation du Québec (BNQ)	1 273,38 \$ 63 \$ Le 1 ^{er} mai 2018 — 385,96 \$ pour assister à une rencontre spécifique concernant la réglementation en électricité	Avancement du projet de création d’un mécanisme national de partage de données sur les accidents. Collaboration sur l’échange d’information sur les accidents et incidents récents. Amélioration anticipée de la connaissance des problèmes de contrefaçon pouvant poser des risques Partage d’expertise sur l’évaluation et la gestion des risques dans d’autres juridictions. Avis au Conseil canadien des normes sur divers sujets reliés au développement des normes au Canada.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité permanent sur les maisons et les petits bâtiments (Partie 9)	Étudier, proposer et valider les modifications au Code national du bâtiment pour la partie 9 du code.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au Code national du bâtiment
Groupe de travail sur les escaliers	Évolution du Code de construction	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB
Groupe de travail sur l’accessibilité	Élaboration des exigences en accessibilité (CNB 2020)	Conseil national de recherches du Canada CNRC, organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB
Groupe de travail sur la construction de bâtiments en bois de grande hauteur (CNRC)	Élaboration des exigences en sécurité incendie pour la construction de bâtiments en bois de grande hauteur pour l’édition du Code national du bâtiment (CNB) 2020	Conseil national de recherches du Canada CNRC, organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au Code national du bâtiment
Comité permanent sur la protection incendie	Proposer et valider les modifications au Code national du bâtiment (CNB)	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au CNB Travaux en continu
Groupe de travail Système d’alarme incendie	Évolution du Code de construction sur le volet sécurité-incendie.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au Code national du bâtiment
Comité prévention des incendies secteur agricole	Prévenir les sinistres d’origine électrique sur les fermes et promouvoir ainsi que favoriser la surveillance des travaux électriques dans les installations agricoles	Corporation des Maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Union des producteurs agricoles (UPA) Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) Promutuel Assurance Octane stratégie Hydro-Québec Groupe CSA Ministère de la sécurité publique (MSP)	200\$ (déplacements)	Développement et publication d’un dépliant de sensibilisation Opération d’inspection ciblée

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Sous-comité CBCS et Service incendie Montréal (SIM)	Identifier les difficultés suite à l’adoption Canaux de communication facilitateurs Avoir un soutien de proximité (plaintes)	Représentants opérationnels du Service de prévention incendie de la Ville de Montréal		Ancien sous-comité sur les plaintes et signalements, converti en sous-comité CBCS, faisant suite à l’adoption (2017)
Comité conjoint service incendie Montréal (SIM)	Partager nos façons de faire, nos orientations et préoccupations Orienter le sous-comité CBCS face aux problématiques relevées (décisions)	Représentants décisionnels du Service de prévention incendie de la Ville de Montréal		
Comité permanent de l’usage et des moyens d’évacuation des bâtiments	Étudier, proposer et valider les modifications au Code national du bâtiment concernant les usages et les moyens d’évacuations.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au Code national du bâtiment
Groupe de travail sur les maisons de soins	Élaboration des exigences en sécurité incendie visant les maisons de soins pour l’édition du Code national du bâtiment (CNB) 2020.	Conseil national de recherches du Canada CNRC, organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au Code national du bâtiment
Groupe de travail Grab Bars	Évolution du Code de construction	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB
Comité permanent sur l’efficacité énergétique dans les bâtiments	Évolution du Code national de l’Énergie pour les bâtiments (CNÉB)	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Frais de déplacement assumés par le CNRC	Modifications au CNÉB et à la section 9.36. du CNB
<i>Federal Provincial Territorial Energy Codes Implementation Group</i> (FPTECIQ) Groupe de mise en œuvre des codes de l’énergie fédéral-provincial-territorial	Suivi de l’implantation et de l’évolution des codes de l’énergie au Canada	Ressources naturelles Canada, Conseil national de recherches du Canada (CNRC), représentants des ministères de l’Énergie et des autorités ayant juridiction pour l’implantation des exigences réglementaires en efficacité énergétique des provinces	Aucuns frais (conférence téléphonique)	<i>Federal Provincial Territorial Energy Codes Implementation Group</i> (FPTECIQ) Groupe de mise en œuvre des codes de l’énergie fédéral-provincial-territorial
Groupe de travail sur la conformité par la performance énergétique		Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	0 \$ échange par visio et courriel	Simplifier la simulation énergétique

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Workshop on Floods and Climate Change	Élaborer un guide de bonnes pratiques qui favorisera le développement de nouvelles communautés résidentielles résilientes	Représentants de villes canadiennes et américaines, professeurs université, CNRC, ressources naturelles et infrastructures	Aucuns frais (Frais de déplacement assumés par le CNRC)	Workshop on Floods and Climate Change
Standing committee – HVAC and Plumbing	Participer à l'évolution du Code national de la plomberie (CNP)	CNRC et membres du comité	Aucuns frais	Évolution du CNP
Comité aviseur canadien en plomberie (CACP)	Table de concertation sur les normes de plomberie ainsi que dans les cas litigieux comme les produits hors norme ou sans norme.	Organismes réglementaires, représentants de l'industrie, organismes de certifications, CNRC, Conseil canadien Normes.	Aucuns frais	Maintenir à jour le Code de plomberie en ce qui a trait aux matériaux et aux produits de plomberie.
Comité canadien de réglementation en plomberie (CCRP)	Échanger et informer le comité aviseur canadien des décisions et actions que prendront les provinces.	Représentants des provinces	Aucuns frais	Échanger sur les différentes problématiques rencontrées, les nouveaux concepts, etc. de façon à obtenir une certaine uniformité dans l'application de la réglementation.
Comité aviseur interprovincial en gaz (IGAC)	Assurer une application homogène des normes de sécurité en gaz et une liaison avec les organismes de certification, d'inspection et de rédaction de normes et la sécurité du gaz au Canada	Toutes les provinces et territoires du Canada, les organismes de certification, d'inspection et de rédaction de normes, le Conseil canadien des normes et Santé Canada	Frais inclus dans le comité techn. B149.1-2-3 (CSA)	Travail en continu : échanger sur les différentes problématiques rencontrées, les nouveaux concepts, etc. de façon à obtenir une certaine uniformité dans l'application de la réglementation.
Canadian Advisory Council on Electrical Safety (CACES)	Harmoniser la réglementation touchant le secteur électricité entre les provinces canadiennes	Représentants des autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité (Provinces et grandes villes Canadienne) (RAAB), représentant du Conseil canadien des normes, des organismes de certifications, d'inspections et de rédaction de normes, et intérêt général.	Frais inclus dans le déplacement du comité canadien de l'électricité, Partie I (CSA)	Travail en continu et rencontre annuelle des organismes de certification de produits électrique.
Comité Code canadien de l'électricité, Partie I (CSA)	Comité technique pour l'élaboration et l'interprétation des exigences du Code canadien de l'électricité	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité.	2 673 \$ CSA assume 50 % des coûts	Adoption des propositions de changements pour l'édition 2021 du CCE

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité permanent des matières et activités dangereuses (CPMAD) Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies	<p>Le CPMAD prépare les recommandations à l'intention de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCCCBPI) relatives aux exigences dans les codes modèles nationaux de construction et les documents connexes en matière de prévention, d'atténuation et de contrôle des risques dans les bâtiments et les aires extérieures, y compris dans les aires souterraines, où :</p> <ul style="list-style-type: none"> •des activités qui présentent un risque d'incendie ou d'explosion ont lieu; et •des matières combustibles, des marchandises dangereuses, des liquides inflammables ou des liquides combustibles sont stockés, utilisés, manipulés ou transformés. 	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la sécurité incendie	<p>(2 077,83 \$)</p> <p>PAYÉ À 100 % PAR LE CNRC</p>	La RBQ est informée des priorités de développement au niveau du CNPI afin d'informer les autorités sur les enjeux potentiels, de participer aux discussions techniques et d'identifier les améliorations permettant de contribuer au développement de sa propre réglementation.
Technical Committee on Wiring Product (TCWP CSA)	Comité technique pour la révision et approbation des normes de fabrication de produits électriques.	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité.	Vote sur les propositions par courriel	Voter sur les changements aux normes de fabrications électriques.
Strategic Steering Committee on Mechanical Industrial Equipment Safety (MIES SSC)	Fournir des avis et des recommandations relatives à l'élaboration de normes touchant le domaine des ascenseurs et des appareils sous-pressions.	CSA Group, ABSA, Technical Standards & Safety Authority (TSSA), H. H. Angus & Associates Ltd., S Katz and Associates inc., University of Calgary Smith + Anderson, Madiko Consulting, Slegers Engineered Products inc., AES Engineering, Otis Canada Inc.	<p>Frais inclus Partie I (CSA)</p> <p>Autres rencontres via téléconférence</p>	Rédaction d'un plan stratégique.
Regulatory Authority Committee (RAC)	Échanger et informer le comité avisier canadien (CACES) des décisions et actions que prendront les provinces sur les différents sujets touchant la réglementation et la certification en électricité.	Représentants des autorités (provinciales et municipales) ayant juridiction sur les installations électriques (RAAB).	Frais inclus Partie I (CSA)	Rencontre annuelle.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Steering Committee on Requirements for Electrical Safety (SCORES)	Comité stratégique permettant d’orienter les actions à prendre pour l’élaboration des normes du secteur électricité.	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l’électricité.	Frais inclus Partie I (CSA)	Rencontre annuelle.
Comité technique B45 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les appareils sanitaires	Déterminer les exigences et performances des appareils sanitaires.	Organismes réglementaires, représentants de l’industrie, représentants des consommateurs, représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA)	Aucuns frais	Évolution de la norme
Comité B55 : Récupérateurs de chaleur des eaux d’évacuation en plomberie (CSA)	Mise à jour de la norme sur les récupérateurs de chaleur des eaux d’évacuation en plomberie.	Organismes réglementaires, représentants de l’industrie, représentants des consommateurs, représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA)	546 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Défendre et faire valoir les positions de la RBQ, en tenant compte des orientations et intérêts du Québec sur les propositions de modifications de ces diverses normes. Développer notre expertise dans le domaine.
Comité B64.10 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les dispositifs anti refoulement et des réducteurs de pression B356	Mise à jour des normes sur dispositifs anti refoulement (norme d’installation et de fabrication) et sur les réducteurs de pression (fabrication)	Organismes réglementaires, représentants de l’industrie, représentants des consommateurs, représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA)	516 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Défendre et faire valoir les positions de la RBQ, en tenant compte des orientations et intérêts du Québec sur les propositions de modifications de ces diverses normes. Développer notre expertise dans le domaine.
Comité technique B125 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les robinets	Déterminer les exigences et performances des robinets.	Organismes réglementaires, représentants de l’industrie, représentants des consommateurs, représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA)	Aucuns frais	Évolution de la norme.
Comité B127.3 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Tuyaux de drainage en fibrociment et amiante-ciment	Divers intervenants concernés dans le milieu : fabricant, gouvernement, utilisateur	1066,75 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Évolution de la norme

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique B139 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Établir les exigences visant les installations de chauffages au mazout, l’alimentation des moteurs à combustion interne et les génératrices au diesel. Préparation de la prochaine édition du Code.	Représentants des provinces, fabricants, usagers et diverses associations	Aucuns frais (conférence téléphonique)	Présentation de diverses demandes de modifications de l’édition 2015 de ce Code. La prochaine édition de ce Code est prévue pour 2019. Travail en cours pour la révision de la version française.
Comité technique B149.1 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions des modifications du code B149.1 : Code d’installation du gaz naturel et du propane	Organismes de régulation provinciaux, industrie du propane et entrepreneurs spécialisés en gaz et groupe d’intérêt public	1 636 \$ 2 434 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Traitement des propositions de modifications en cours pour leur intégration dans la prochaine édition de ce code.
Comité technique B149.2 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions de modifications du code B149.2 : Code sur le stockage et la manipulation du propane.			
Comité technique B149.3 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions de modifications du code B149.3 : Code sur le stockage et la manipulation du propane.			
Comité technique C22.2 n° 115 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les compteurs	Comité technique pour la révision de la norme de fabrication et de certification des embases de compteurs	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l’électricité.	200 \$ Autres réunions via téléconférence web	2 Réunions face-à-face pour réviser la norme. (Travaux à finaliser).

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique Z98 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les remontées mécaniques	Uniformiser les exigences canadiennes relatives à la conception, à la construction, à l’installation, au fonctionnement, à l’entretien, à l’inspection et à la mise à l’essai des remontées mécaniques. Ajout, retrait, modification d’articles selon les accidents et les différents problèmes techniques survenus.	Représentants des provinces canadiennes, des fabricants de remontées mécaniques, d’exploitants de stations de ski, de regroupements d’exploitants de Stations de ski, d’entrepreneurs en installation de remontées mécaniques, de consultants (ingénieurs), de concepteurs et de firme de consultants	(CSA 50 % des frais remboursés)	Vote annuel sur proposition de changements en vue du vote final quinquennal pour la publication de la prochaine édition de la norme nationale (CSA Z98) servant de base à la réglementation du Québec. Assurer la qualité des travaux de construction et la sécurité des installations de remontées mécaniques. Révision et publication aux 5 ans; Prochaine activité réglementaire en 2019
Comité technique Z276-18 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur le Gaz naturel liquéfié (GNL), production, stockage et manutention	Élaborer et modifier les exigences techniques relatives aux installations de production, stockage et manutention de gaz naturel liquéfié (GNL) contenues dans la norme CSA Z276-15. Ces réunions font partie du cycle de révision de la norme en vue de l’édition 2018-2019.	Autres juridictions provinciales et fédérales canadiennes, distributeurs de gaz naturel, fabricants, consultants canadiens et américains et groupes d’intérêts associés au GNL.	1 037 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Des questions d’inspecteurs de la RBQ soumises au CT apportent des clarifications pour leur mandat en GNL; participation active à l’élaboration de l’édition 2018; ingénieur de la RBQ responsable du groupe sur la vérification de la traduction française de la norme. Un nouveau chapitre obligatoire sur la gestion des risques est créé; l’annexe D sur les centres de ravitaillement en GNL sera transférée au CSA B 108.
Comité Z662 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les réseaux de canalisations de pétrole et de gaz	Le comité technique du code CSA Z662 met à jour les normes de conception, de construction, d’exploitation et d’entretien des réseaux de canalisations de l’industrie pétrolière qui transportent des hydrocarbures liquides.	Autres juridictions provinciales et fédérales canadiennes, opérateurs de pipeline, fabricants, consultants	2 652 \$	La RBQ est informée des priorités de développement au niveau du code CSA Z662 afin d’informer les autorités sur les enjeux potentiels, de participer aux discussions techniques et d’identifier les améliorations permettant de contribuer au développement de sa propre réglementation.
Comité technique du Code canadien sur l’installation d’hydrogène	Rédaction du Code canadien d’Installation de l’hydrogène comme norme nationale et de son éventuelle adoption.	Bureau de normalisation du Québec, AVT and Associates, Hydro-Québec, TSSA, Conseil national de recherche du Canada, Canadian Nuclear Labs, l’industrie du gaz (Air Liquide et Praxair), consultants en installations d’hydrogène (Toyota Canada, Ballards Power Systems, Powertech Labs, HTEC, Change Energy Services, Clean Fuel Systems et Hydrogenics).	1 810 \$ CSA rembourse 50 % des frais	Avancement dans les modifications apportées pour la prochaine édition de cette norme et la rédaction suit son cours pour être publiée en 2020
Comité Z800 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Réunion du comité de la norme CSA Z800 sur la protection contre des inondations de sous-sols	Divers intervenants concernés dans le milieu : fabricant, gouvernement, utilisateur	Aucuns frais	Mise en place de la norme

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique F24 : ASTM F24 sur les jeux et manèges	Uniformiser les exigences canadiennes et américaines relatives à la conception, à la fabrication, à la construction, à l’audit de qualité ou aux procédures de contrôle, à l’installation, au fonctionnement, à l’entretien, à l’inspection et à la mise à l’essai des jeux et manèges.	Représentants gouvernements provinciaux et internationaux, consultants, fabricants, exploitants, entrepreneurs, fournisseurs, assureurs, utilisateurs	Aucun déplacement, car aucune présence au comité, seulement votes par internet	Voter sur des propositions de changements en vue de la publication de prochaines éditions des nombreuses normes du comité F24. Entre autres, la norme F2783 a été créée pour remplacer la CSA Z267 dont la mise à jour n’est plus réalisée et qui servira éventuellement de base à la réglementation du Québec. Assurer la qualité des travaux et la sécurité des installations des jeux et manèges. Les normes peuvent être mises à jour plusieurs fois par année parfois, selon le besoin.
Underwriters Laboratories of Canada (ULC) : Technical committee on Work program S600A- S600B et S600H	Participer à l’évolution des diverses normes de certifications reliées aux équipements pétroliers	Représentants des provinces, fabricants, usagers et diverses associations	Aucuns frais (conférence téléphonique)	Revue de propositions de changements pour diverses normes.
Underwriters Laboratories of Canada (ULC) : Advisory Council Meeting	Informier les membres du comité consultatif sur les faits marquants de l’année passée et sur les nouveautés à venir. Fournir des avis et des recommandations relatives à l’élaboration de normes et plus particulièrement de normes nationales et autres documents reconnus.	Représentants des autorités ayant juridiction (provinciales et municipales)	Frais remboursés par ULC	Information sur l’évolution des normes ULC transmise de façon continue aux responsables des divers domaines.
Underwriters Laboratories of Canada (ULC) : Mechanism for Safeguarding Impartiality committee	Identified risks for the ULC Inc. certification body	Underwriters Laboratories of Canada	Aucuns frais (Conférence téléphonique)	Assurer l’impartialité

Aucun comité n’a de budget spécifique. Les dépenses encourues se limitent, s’il y a lieu, aux frais de déplacement, d’hébergement et de repas des représentants de la RBQ et aux coûts de location de salles pour la tenue des réunions.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-05

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2018-2019 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Personnel occasionnel par secteur

Secteur	2018-2019 (données au 27 février 2019)	
	Nombre	%
Bureau de la présidence et direction générale	8	1,6
Vice-présidence Enquêtes	9	1,8
Vice-présidence Réglementation et soutien organisationnel	8	1,6
Vice-présidence Relations avec la clientèle et opérations	30	6,0

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-06

Fournir la ventilation de toutes les compressions financières par le président du Conseil du trésor pour 2019-2020, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.

Mesures de contrôle des dépenses applicables aux organismes assujettis à la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) pour l'exercice financier 2019-2020

À sa séance du 11 décembre 2018, le Conseil du trésor a approuvé des rendements escomptés pour les contrats hors technologies de l'information (TI) en services et en approvisionnement de 25 000 \$ et plus, devant faire l'objet d'une amélioration des résultats de 7 900 \$, portant la cible à 576 250 \$.

- Afin d'assurer une gestion rigoureuse et prudente des fonds publics, la RBQ doit garantir une gestion serrée des montants de dépenses octroyés dans le cadre des contrats d'acquisition des biens et services hors TI et se limiter à ce qui est jugé essentiel à la réalisation de la mission.
- Le moyen identifié par la RBQ pour réaliser les économies demandées est au niveau de l'optimisation de l'approvisionnement, plus précisément de ralentir les achats ou projets à la hauteur de 7 900 \$.

Toujours à la séance du 11 décembre 2018, le Conseil du trésor a déterminé le niveau d'effectifs en heures rémunérées pour l'exercice financier 2019-2020, incluant une réduction de 6 438 heures rémunérées (4 ETC) pour un rendement escompté de 242 800 \$, portant la cible des effectifs à 851 963 heures rémunérées, soit l'équivalent de 466 ETC.

Pour l'atteinte de cette cible, le temps supplémentaire sera restreint à ce qui est nécessaire à l'accomplissement de la mission et la compensation pour reprise en temps sera priorisée. Cette application à l'égard de la réduction permettra la préservation des services à la population.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-07

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2018-2019, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Sondage auprès des entrepreneurs détenant une licence, réalisé par l'École nationale d'administration publique (ENAP) : 31 878 \$.

Objet du contrat : Fournir à la RBQ un portrait socioéconomique général des entrepreneurs détenant une licence. L'information ainsi recueillie servira à la prise de décisions stratégiques et opérationnelles.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-08

Nombre total d'avis juridiques et autres, commandés en 2018-2019 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques et les renseignements qui les concernent demandés à la RBQ sont protégés par le secret professionnel prévu à l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne, RLRQ c. C-12 (ci-après la « Charte ») qui prévoit :

« 9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Divulgaration de renseignements confidentiels.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Devoir du tribunal.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel. »

Rappelons que l'article 52 de la Charte précise :

« 52. Aucune disposition d'une loi, même postérieure à la Charte, ne peut déroger aux articles 1 à 38, sauf dans la mesure prévue par ces articles, à moins que cette loi n'énonce expressément que cette disposition s'applique malgré la Charte. »

La diffusion de ces renseignements pourrait également avoir une incidence sur la fonction de la Régie de prévenir et de détecter des infractions en vertu de sa loi habilitante.

Par ailleurs, soulignons que plusieurs de ces renseignements sont aussi protégés étant donné que leur divulgation risquerait vraisemblablement d'avoir un effet sur des poursuites judiciaires et qu'ils sont visés par le privilège du litige énoncé à l'arrêt *Blank c. Canada* (ministre de la Justice), [2006] 2 R.C.S. 319.

Or, l'article 214 du Règlement de l'Assemblée nationale précise que :

« 214. Dépôt du document – Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public. »

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-09

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

CONTRATS OCTROYÉS	FIRMES RETENUES	COÛT \$
Traduction – Profil de compétence 1.3	Sylvain Turner	1 990,17 \$
Traduction de la terminologie en plomberie	Sylvain Turner	175,00 \$
Traduction de questions d’examens d’une page Web (exemples)	Sylvain Turner	75,00 \$
Traduction d’un suivi d’un avis de correction (schéma) et feuillet d’explications pour obtenir une licence	Sylvain Turner	117,50 \$
Traduction – Guide explicatif entretien des façades	Sylvain Turner	1 237,14 \$
Traduction – Ajout de contenu au guide inondation 2017	Documents	275,00\$
Traduction du français vers l’anglais – codes et règlements	CSPQ ¹	28 550,68 \$

¹ Il s’agit d’une entente de services avec le CSPQ, ce qui explique que cette information n’apparaît pas à la fiche RG-07 portant sur les contrats octroyés par la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-10

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés :

OBJET	COÛT
Réaménagement d'une partie du 16 ^e étage au 800 Place d'Youville, Québec, Québec G1R 5S3	65 933 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-11

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

a) Tirage d'une paire de billets pour l'ExpoHabitation de Montréal

- b) Une paire de billets pour l'ExpoHabitation de Montréal (aucun coût, valeur d'environ 32 \$)
- c) Encourager l'intérêt des employés envers le domaine d'expertise de la Régie du bâtiment du Québec, présent à titre d'exposant, et favoriser le sentiment d'appartenance des employés au regard de l'organisation.
- d) Ce concours a pris fin le 17 octobre 2018.

a) Tirage de 10 paires de billets pour l'ExpoHabitation de Montréal

- b) Dix paires de billets pour l'ExpoHabitation de Montréal (aucun coût, valeur d'environ 320 \$)
- c) Encourager l'intérêt des employés envers le domaine d'expertise de la Régie du bâtiment du Québec, présent à titre d'exposant, et favoriser le sentiment d'appartenance des employés au regard de l'organisation.
- d) Ce concours a pris fin le 7 février 2019.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

La RBQ n'a conclu aucun contrat supérieur à 25 000 \$.

Annexe à la fiche RP1-12Campagnes de publicité et de sensibilisation 2018-2019 (contrats de moins de 25 000 \$)				
Campagnes de sensibilisation				
Nom de la campagne	Côté	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Journal RBQ Express	90,00 \$	Groupe ETR	25-oct-18	Informez les intervenants des nouveautés dans notre réglementation (accessibilité dans les logements d'habitation).
Journal RBQ Express - spécial CMMTQ	106,00 \$	NumeriQca	11-avr-18	Informez les entrepreneurs des nouveautés dans notre réglementation (multi-domaines).
Dépliants 2431 - Avis aux titulaires d'un permis d'utilisation d'équipement pétrolier	223,03 \$	Irving	Tout au long de l'année	Informez les titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé qu'une mise à jour de leur dossier va être effectuée à la suite des changements réglementaires
Feuillelet point de service RBQ	33,29 \$	Irving	21-déc-18	Informez les entrepreneurs et les futurs entrepreneurs des services qui sont offerts au point de service de la RBQ à Québec
Journal RBQ express- spécial CMEQ	43,75 \$	Irving	16-oct-18	Informez les entrepreneurs de l'année en vigueur des modifications aux Codes en électricité.
Dépliants pour ACSIQ- Guide sur la tenue du registre d'inspection	138,36 \$	Irving	sept-18	Informez les intervenants de la publication du Guide sur la tenue du registre d'inspection
Dépliants 2337 - Votre sécurité et le propane	990,00 \$	Audaz	Tout au long de l'année	Sensibiliser et promouvoir auprès des citoyens les comportements sécuritaires à adopter lors de l'utilisation du propane
Dépliants 1746 - Construisez et rénovez dans les règles	351,00 \$	Deschamps impression	Tout au long de l'année	Informez les consommateurs avant d'entreprendre des travaux de rénovation en toute légalité (conseils)
Feuillelet d'information pour le Salon Habitation	236,00 \$	CopiExpress enr.	févr-19	Informez les consommateurs avant d'entreprendre des travaux de construction ou de rénovation (aide-mémoire)
Dépliants Paiement en ligne	706,00 \$	CopiExpress enr.	Tout au long de l'année	Informez les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires de la possibilité de mettre son dossier à jour et de payer leur maintien de licence en ligne et d'ajouter une adresse de correspondance à leur dossier
Dépliants Être ré pondant, plus qu'une simple formalité	620,00 \$	CopiExpress enr.	Tout au long de l'année	Dépliant remis dans la pochette d'accueil du nouvel entrepreneur qui l'informe de ses responsabilités s'il est ré pondant.
Journal RBQ Express - spécial COMBEQ	106,58 \$	Copies de la Capitale	avr-18	Informez les intervenants des nouveautés dans notre réglementation.
Capsule vidéo pour la CMEQ de M. Beaudoin	958,00 \$	MTESS	automne 2018	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation sur les modifications aux Codes en électricité.
Cahier explicatif - modifications chapitre V, Électricité	2 562,00 \$	CSPQ	août-18	Informez les intervenants des principales modifications au chapitre V, Électricité
Guide de la Tournée provinciale (participant)	11 500,00 \$	CSPQ	Septembre 2018 à janvier 2019	Informez les entrepreneurs des principales modifications au chapitre V, Électricité
Réimpression-Guide de la Tournée provinciale (participant)	18 528,00 \$	CSPQ	Janvier 2019 à avril 2019	Informez les entrepreneurs des principales modifications au chapitre V, Électricité
Brochures Plan de garantie (Maison) version anglaise	7 635,98 \$	CSPQ	Tout au long de l'année	Informez les nouveaux acheteurs (maison) des détails concernant la garantie des bâtiments résidentiels neufs.
Narration pour site web	3 250,00 \$	MTESS	Tout au long de l'année	Informez les entrepreneurs des principales modifications au chapitre V, Électricité
Accessibilité dans les logements d'habitation - nouvelles exigences	3 858,68 \$	Atelier des Vieilles Forges	30-oct-18	Lettre envoyée à tous les entrepreneurs qui détiennent une sous-catégorie de licence touchée de près ou de loin par la nouvelle réglementation sur l'accessibilité à l'intérieur des logements d'habitation.
Façades	302,12 \$	Atelier des Vieilles Forges	18-oct-18	Lettre envoyée aux propriétaires de bâtiment de 5 étages et plus hors sol pour leur rappeler leur obligation de faire inspecter les façades de leur bâtiment et de maintenir à jour leur registre d'entretien.
Tours de refroidissement dans les aré nas	24,67 \$	Atelier des Vieilles Forges	13-sept-18	Rappel aux propriétaires d'ITRE de leur obligation de suivre leur programme d'entretien et de leurs autres responsabilités concernant les ITRE.
Installation sous pression - nouveau règlement et rencontres d'information	665,00 \$	Atelier TAQ	août-18	Informez les intervenants du nouveau règlement et des rencontres d'information
Guide sur les dispositifs antirefoulement	1 190,93 \$	CMMTQ	Tout au long de l'année	Informez les personnes qui interviennent sur les réseaux d'eau potable pourquoi il est important de les protéger contre la contamination en installant des DAR
Feuillelet 2374 - Lors de l'installation d'un compteur d'eau, protégez le réseau d'eau potable	148,34 \$	Copies de la Capitale	Tout au long de l'année	Informez les propriétaires de bâtiment qu'ils doivent protéger le réseau d'eau potable avec un DAR
RBQ Express - spécial APCHQ	111,00 \$	Irving	23-août-18	Informez les intervenants des nouveautés dans notre réglementation (accessibilité dans les logements d'habitation).

Congrès, Colloques et Salons				
Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Para-post "Vers un environnement accessible pour tous"	268,70 \$	Impecca	22-août-18	Pour accompagner les présentateurs de la RBQ lors d'explication de contenus touchant à l'accessibilité en général.
Toile pour kiosque - nouvelle image institutionnelle	1 366,24 \$	Impecca	18-avr-18	
Para-post nouvelle image institutionnelle	389,85 \$	Impecca	18-avr-18	
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC)	10 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Tout au long de l'année	
Congrès de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	21-22 avril 2018	Soutenir l'association afin de promouvoir ses services d'aide dans le domaine de la construction auprès des consommateurs.
Sommet de la Construction de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	30 avril 2018	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation et des nouveautés à venir
Congrès de la Corporation officiers municipaux en bâtiment & environnement du Québec (COMBEQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	3 au 5 mai 2018	Faire le point sur l'industrie de la construction et ses principaux enjeux et défis (avec CCQ et CNESST)
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)	10 237 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	2 au 5 juin 2018	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Séminaire de perfectionnement des intervenants en sécurité incendie du Québec (SPISIQ)	6 978 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	13 au 15 septembre 2018	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Tournée provinciale de formation - chapitre V, Électricité (CMEQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Septembre 2018 à avril 2019	Informar les entrepreneurs des principales modifications au chapitre V, Électricité
Congrès de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	600 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	19-20 octobre 2018	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	7 590 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	19-20 octobre 2018	Sensibiliser les intervenants en électricité et informer sur les modifications réglementaires à venir
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	15 176 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	25 octobre, 22 novembre 2018	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
Rendez-vous de l'habitation - Société d'habitation du Québec (SHQ)	3 283 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	12-nov-18	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
ExpoHabitation de Montréal	10 728 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	7 au 10 février 2019	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités
Congrès Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	20 au 22 février 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle et sur les nouveautés dans la réglementation
CSPQ - Frais d'entreposage du kiosque et matériel	880 \$	CSPQ	Tout au long de l'année	Entreposage sécuritaire du matériel promotionnel de la RBQ
Campagnes de publicité				
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Pas de licence, pas de facture, pas de recours	3 500,00 \$	Éditions Protégez-vous Guide pratique Portes et fenêtres 2018	juin-18	Sensibiliser les consommateurs sur l'importance d'engager un entrepreneur détenant une licence RBQ
La CMMTQ et la RBQ, une collaboration constructive !	2 600,00 \$	Magazine IMB	août-18	Sensibiliser les intervenants sur les nouvelles exigences réglementaires (multi-domaines)
Accessibilité dans les logements d'habitation - nouvelles exigences	2 055,00 \$	Magazine Constructo Transcontinental médias	oct-18	Informar les lecteurs du magazine de l'entrée en vigueur du nouveau règlement

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-13

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Programme d'aide financière pour le soutien d'organismes et de projets destinés aux bénéficiaires du Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs (art 140.1, Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs).

- a) Aucun organisme et aucun projet n'a reçu la subvention pour ce programme jusqu'à maintenant.
- b) Aucun organisme n'a bénéficié de subvention en 2018-2019.
- c) Aucun montant n'a été accordé en 2018-2019.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-14

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- a) Aucun employé de la RBQ n'est affecté aux affaires publiques.

Pour les employés de la direction des communications voir la réponse à la question RP2-01

- b) 1 633 500 \$ (budget de rémunération + budget de fonctionnement)

- c) Aucune rencontre

- d) Revue de presse :

Influence communication-DEMO : 19 825,72 \$

- e) Sans objet pour la RBQ

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-15

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2018-2019, l'âge de ces créances, ventilé par années, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2019-2020.

Comptes à recevoir au 28 février 2019	2019
Débiteurs relatifs à la tarification sectorielle	6 246 646 \$
Débiteurs relatifs à la qualification professionnelle	91 937 \$
Débiteurs relatifs aux intérêts	283 986 \$
Autres débiteurs	74 154 \$

Année 2018-2019

Chronologie des débiteurs :

- Moins d'un an : 6 450 621 \$*
- 1 à 2 ans : 176 601 \$
- 2 à 3 ans : 69 501 \$

* Comme les entrepreneurs ont jusqu'à deux mois après la fin du trimestre pour produire leurs déclarations de masse salariale, ce montant inclut des écritures totalisant 4,3 M\$ pour le trimestre se terminant en décembre 2018 et les deux premiers mois de 2019.

Étapes du recouvrement :

- 1- Identification des soldes de plus de 90 jours.
- 2- Contact téléphonique auprès des clients.
- 3- Si absence de réponse, un message est laissé au client. Si aucun retour d'appel du client n'est reçu, une lettre est envoyée précisant les étapes à venir.
- 4- Si client est incapable de payer dans un délai raisonnable, proposition d'une entente de paiement.
- 5- Si impossible de communiquer avec le client ou s'il refuse de payer ou de prendre entente, préparer le dossier avec toutes les informations pertinentes pour l'acheminer au service juridique, afin qu'il procède à une mise en demeure et aux procédures légales, s'il y a lieu.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-16

Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2018-2019. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :

- a) SBL Public – régulier;
- b) SBL Public – Inuit;
- c) SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements);
- d) SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux);
- e) SBL Privé – régulier et spécial;
- f) Aide aux organismes communautaires;
- g) Supplément au loyer;
- h) Supplément au loyer spécial;
- i) Allocation-logement;
- j) Achat Rénovation;
- k) AccèsLogis Québec;
- l) Logement abordable Québec;
- m) Aide d'urgence aux ménages sans logis;
- n) Adaptation de domicile (PAD);
- o) Logements adaptés pour aînés autonomes;
- p) RénoVillage;
- q) RénoRégion;
- r) Réparation d'urgence;
- s) Amélioration des maisons d'hébergement;
- t) Revitalisation des vieux quartiers;
- u) Pyrrhotite;
- v) Rénovation Québec;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord;
- x) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités;
- y) Programme spécial de rénovation – Kitcisakik;
- z) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec;
- aa) Appui au développement de l'industrie de l'habitation.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-17

Concernant l'utilisation du bois dans la construction et la Charte du bois :

- a) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du Comité aviseur sur la Charte du Bois coprésidé par la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis octobre 2018;
- b) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du comité interministériel sur la charte du bois depuis octobre 2018 :
 - i. veuillez détailler le processus de reddition de compte du comité interministériel.
- c) détail de tous les nouveaux édifices, financés en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, de plus de trois étages ou les écoles qui utilisent le bois comme matériau structurel en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- d) détailler les dépenses liées à la promotion de l'utilisation du bois dans la construction;
- e) détail des dépenses du ministère chez CECOBOIS et le Réseau CECOBOIS, et liste de tous les projets ayant bénéficié par ces investissements en 2018-2019;
- f) détail des dépenses du ministère chez FPInnovations et liste de tous les projets ayant bénéficié de ces investissements en 2018-2019;
- g) tous les projets financés par le Programme Innovation Bois pour développer la veille technologique et les connaissances sur l'intelligence de marché, encourager la recherche appliquée et le développement de produits, procédés, technologies et systèmes innovants et soutenir la démonstration et l'implantation en usine de technologies et de produits innovants pour 2018-2019;
- h) état d'avancement pour que les universités intègrent des formations obligatoires sur le matériau bois pour ces futurs professionnels de la construction.

Le RBQ n'a aucune dépense imputée dans les activités énumérées. L'ensemble des réponses à cette question sera fournie par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-18

État d'avancement des actions posées depuis le 18 octobre 2018 concernant la volonté d'un projet de loi indépendant afin de séparer la copropriété du Code civil.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-19

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la réforme de la Régie du logement.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-20

Nombre de plaintes reçues par la RBQ pour 2018-2019

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Nombre de plaintes reçues à la RBQ	2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)
Nombre de plaintes reçues	3 896

Plaintes reçues par le Commissaire à la qualité des services à la clientèle	2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)
Nombre de plaintes reçues	218

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-21

Nombre d’inspecteurs, de visites d’inspection, d’heures d’inspection, d’avis de correction et volume de dossiers par inspecteur pour 2018-2019.

<u>Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019</u>	
	2018-2019 (jusqu’au 28 février 2019)
Nombre d’inspecteurs en poste ¹	124
Activités de surveillance effectuées ² :	
Nombre de dossiers finalisés durant la période	15 663
• Avec intervention	13 787
• Sans intervention ³	1 876
Nombre d’avis de correction émis	6 231
Nombre de déplacements effectués (initial et contre-visite)	16 994
Nombre moyen de dossiers finalisés par inspecteur ⁴	143
Nombre moyen de visites par inspecteur ⁴	155
Note : Le nombre d’heures d’inspection n’est pas disponible.	

¹ Nombre comprenant les inspecteurs (110 en 2018-2019) et les inspecteurs principaux (14 en 2018-2019).

² L’approche de surveillance, qui était en application avant 2016, a évolué afin de mieux tirer profit de la gestion intégrée des risques. La responsabilisation des intervenants est au cœur de cette façon de faire, jumelée à la gestion des risques ainsi qu’à l’application de moyens coercitifs existants. L’objectif est de cibler les lieux d’inspection comportant le plus de risques et l’atteinte de la conformité des sites et installations dans les meilleurs délais. De plus, la RBQ a réalisé des activités d’information et de sensibilisation lors de congrès, dans des publications, sur son site Internet, etc.

³ Un dossier finalisé sans intervention signifie qu’il n’y a pas eu d’inspection technique mais plutôt une validation d’obligation administrative à l’aide de documents pertinents (Ex. Renouvellement de permis en équipement pétrolier).

⁴ La moyenne par inspecteur de l’année 2018-2019 est calculée en utilisant le nombre d’inspecteurs en poste et excluant les inspecteurs principaux.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-22

Liste des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Dépenses de fonctionnement :

Traitement et avantages sociaux	34 229 771 \$
Transport et communication	1 824 793 \$
Services professionnels et techniques	11 934 918 \$
Loyers	3 810 367 \$
Fournitures et approvisionnement	207 191 \$
Intérêts sur les dettes	223 547 \$
Amortissement des immobilisations	2 274 138 \$
Créances douteuses	0 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-23

Formation et domaine d'expertise des inspecteurs à l'emploi de la RBQ pour 2018-2019.

1- Formation de base requise :

- diplôme d'études collégiales (DEC) avec spécialisation en technologie de la mécanique du bâtiment, en technologie du bâtiment, en techniques de génie mécanique, en techniques du génie électrique, en électrotechnique, en technologie du génie industriel, en technologie de l'architecture ou dans une autre spécialisation pertinente;

OU

- attestation d'études pertinentes dont l'équivalence a été reconnue par l'autorité compétente;

OU

- nombre d'années d'expérience reconnue dans leur domaine.

2- Domaines d'expertise sous la responsabilité de la RBQ :

- bâtiment
- électricité
- plomberie
- gaz
- équipements pétroliers
- installations sous pression
- ascenseurs et autres appareils élévateurs
- remontées mécaniques
- jeux et manèges
- lieux de baignade

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-24

Nombre de poursuites pénales et la valeur des amendes reçues pour 2018-2019, ventilation par infraction¹.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Statistiques relatives aux poursuites pénales au 28 février 2019 :

Nombre de poursuites pénales²	2018-2019
Inspections	824
Enquêtes	470

Statistiques selon la nature des infractions des dossiers transmis au Bureau des infractions et des amendes (BIA) :

Nature des infractions	2018-2019
Non-conformités au Code de sécurité	617
Non-conformités au Code de construction	206
Non-conformités en lien avec la Loi sur le bâtiment	1
Travail sans licence – entrepreneur	285
Travail sans licence – constructeur-propriétaire	17
Travail sans la catégorie ou sous-catégorie de licence	50
Utilisation des services d'un sous-traitant non licencié ou sans la licence appropriée	9
Faussees déclarations	52
Cession, location de licence ou utilisation ou utilisation d'une licence sans en être le titulaire	53
Autres	6

Quant aux résultats obtenus par le BIA découlant des enquêtes pénales, le bilan est le suivant :

Résultats obtenus par le BIA (inspections et enquêtes)³	2018-2019
Nombre de dossiers conclus en cours d'année ⁴	2 120
Nombre de condamnations	1 324
Montant des amendes suite aux condamnations	17 413 975 \$

¹ Toutes les données dans cette fiche émanent de compilations réalisées par la RBQ.

² Cette donnée correspond au nombre de dossiers transmis au BIA.

³ Toutes les données de ce tableau émanent d'une compilation faite par la RBQ à partir de données disponibles au Tableau de suivis aux mandants transmis de façon hebdomadaire par le BIA/DPCP.

⁴ Cette donnée correspond au nombre de dossiers dont la date de réception de l'avis de jugement du BIA/DPCP est entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019. Comprend tous les types de résultats, soit les acquittements, les condamnations, les refus et les retraits par le DPCP.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-25

Fournir une ventilation du nombre de suspensions, d'annulations et de refus de renouvellement de licence effectués dans le cadre de mandats de la RBQ pour 2018-2019.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Nombre de décisions rendues :

Décisions des régisseurs	2018-2019
• Licences suspendues	13
• Licences annulées	22
• Licences refusées	12
• Décisions rendues en révision	10

Abandon, nullité, suspension et autres décisions de la RBQ en lien avec la licence	2018-2019
Abandon de licence à la demande du demandeur	378
Suspension de licence selon l'article 70.2	0
Cessation d'effet de la licence (articles 71, 72 et 73)	3 631
• Non-paiement de maintien	3 331
• Faillite d'entreprise	82
• Radiation REQ	20
• Absence de répondant	198
Suspension de licence pour défaut de cautionnement (article 70)	1 181
Annulation de licence à la suite d'une cessation d'accréditation (article 70)	18

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

RP1-26

Rapports d'activité des directions régionales pour la dernière année disponible.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

1. Nombre total d'interventions dans les régions administratives

Région	Visites d'inspection
Abitibi-Témiscamingue	125
Bas-St-Laurent	211
Capitale-Nationale	1 584
Centre-du-Québec	365
Chaudière-Appalaches	813
Côte-Nord	52
Estrie	1 244
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	24
Lanaudière	1 057
Laurentides	1 265
Laval	751
Mauricie	396
Montréal	4 199
Montérégie	3 151
Nord-du-Québec	16
Outaouais	359
Saguenay-Lac-St-Jean	354

2. Nombre total d'interventions au Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression (ÉSP)	
Bureau d'expertise et d'homologation en ÉSP	2018-2019
Plans de fabrication acceptés	1 107
Approbation de Programme de contrôle qualité (PCQ)	
Fabricants	46
Réparateurs	21
Installateurs	11
Délivrance de certificats d'approbation de construction (voir note)	
▪ pour des ÉSP construits au Québec	NIL
▪ pour des ÉSP construits hors Québec	NIL
Déclaration de conformité pour des ÉSP fabriqués au Québec	3 683

Note

Ces certificats ne sont plus délivrés puisque cette formalité administrative a été retirée des exigences réglementaires avec l'entrée en vigueur du nouveau règlement sur les installations sous pression le 1^{er} avril 2018. L'inspection de fabrication demeure et la conformité des équipements est toujours signée par l'inspecteur, mais ceux-ci ne sont pas saisis dans GIC.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-27

Tout rapport, document ou toute étude qui fait état de la formation donnée aux inspecteurs de la RBQ pour 2018-2019.

Du 1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019			
Formations aux inspecteurs :			
Date	Titre	Nombre de jours	Nombre de participants
2018-04-23	Formation Chapitre I du Code de construction	1	7
2018-04-24	Formation Traitement des non-conformités	3	104
2018-07-27	Formation Étapes d’un chantier de construction	1	2
2018-10-05	Changement réglementaire en électricité	2	14
2018-10-11	Témoignage à la cour	0,5	93
2018-11-13	Formation technique (AL, BA, EL, GA, PB)	0,5	112
2018-12-04	Formation technique ISP	1	3
A-2018	Utilisation harnais (AL)	0,15	12
2019-02-04	Procédure ITRE	1	22
2018-06-28	Nouvelle norme arc-flash	0,5	3
2019-02-28	Loi et règlement sécurité - bâtiment	1	2
2019-02-28	Loi et règlement sécurité - gaz	2	2
2018-12-05	Formation Sécurité sur chantiers de construction	4	1
2019-01-30	Mise à niveau Sécurité sur chantiers de construction	1	54
2018-11-13	Formation technique	0,5	34
2018-12-04	Formation technique	1	17
2018-12-05	Formation technique	1	16
2018-12-11	Formation doublons	1	10
2019-01-22	Formation PCQ	1	11
2019-01-24	Formation PCQ	1	11
2019-01-25	Formation PCQ	1	11

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-28

Nombre d'inspections effectuées sur les tours de refroidissement en 2018-2019. Indiquer tous les coûts associés.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Pendant cette période, 296 interventions concernant les tours de refroidissement ont été réalisées.

Ces interventions n'ont pas engendré de coûts supplémentaires à ceux engendrés dans le cadre des activités régulières de surveillance du respect de la réglementation de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-29

Tout rapport, document ou toute étude concernant la garantie des maisons neuves de l'APCHQ.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

La RBQ n'a aucun rapport ou étude à déclarer pour la période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-30

État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.

L'analyse des modifications législatives nécessaires (Loi sur le bâtiment) est en cours afin d'habilitier la RBQ à proposer des exigences en accessibilité dans des bâtiments construits avant 1976.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-31

Depuis dix ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer:

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

Veillez-vous référer à la question RG-07.

